



PRAZ-SUR-ARLY PLAN LOCAL D'URBANISME

5. ANNEXES

Projet arrêté
par délibération
en date du :

13 mars 2017

Projet approuvé
par délibération
en date du :

05 février 2018

Vincent BIAYS - urbaniste
101, rue d'Angleterre - 73000 CHAMBERY - Tél. : 06.800.182.51





PRAZ-SUR-ARLY PLAN LOCAL D'URBANISME

5.1. SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Projet arrêté
par délibération
en date du :

13 mars 2017

Projet approuvé
par délibération
en date du :

05 février 2018

Vincent BIAYS - urbaniste
101, rue d'Angleterre - 73000 CHAMBERY - Tél. : 06.800.182.51



PLAN LOCAL D'URBANISME

COMMUNE : PRAZ SUR ARLY

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'OCCUPATION DES SOLS

juin 2013

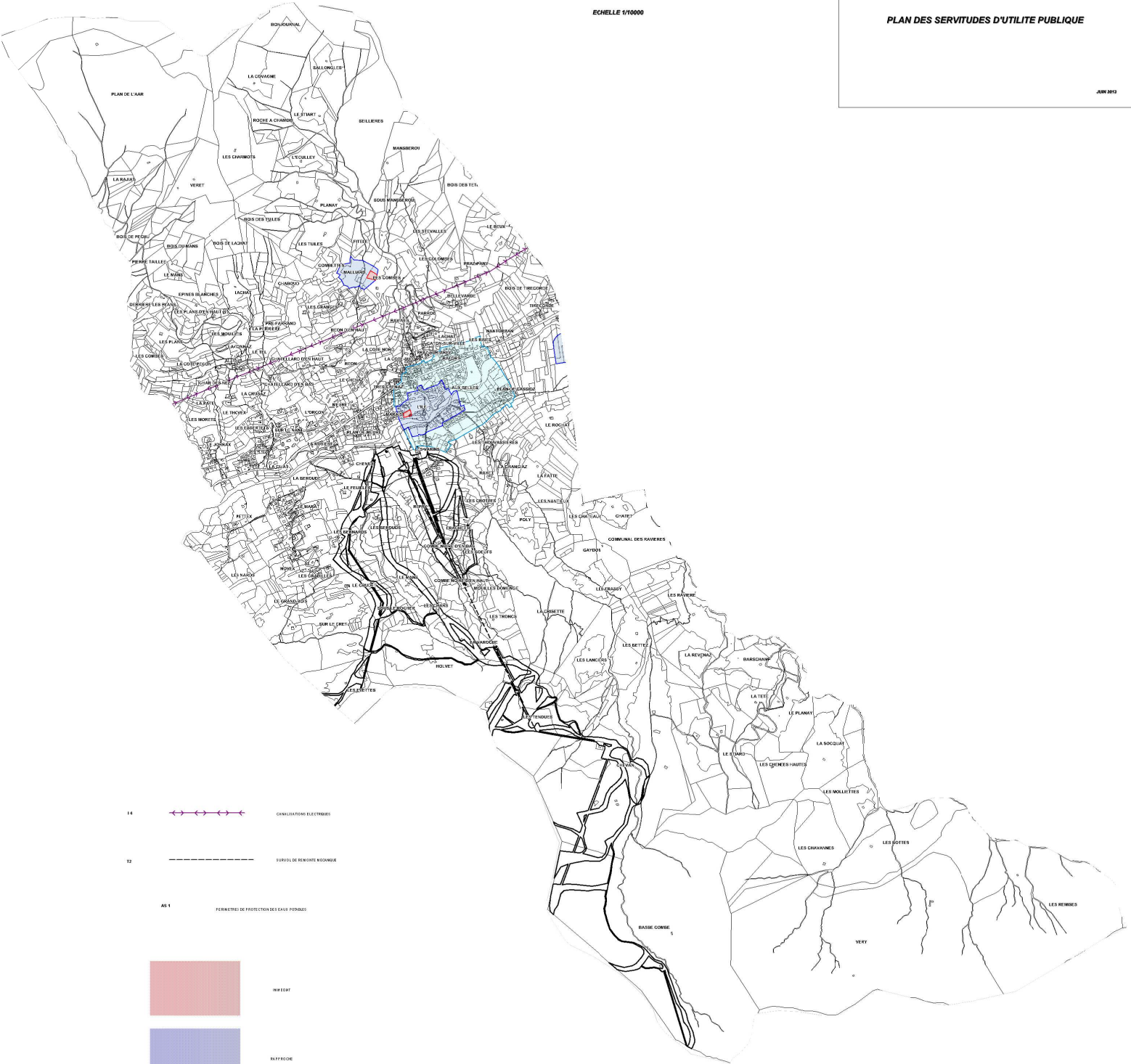
	Intitulé de la servitude	Limitations administratives au droit de propriété correspondantes	Ministère concerné	Direction concernée	Texte qui l'a institué	Référence au texte législatif
AS1 Potable	CONSERVATION DES EAUX : Servitude attachée à la protection des eaux potables résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables.	Périmètre de protection immédiat : interdiction de toute activité. Périmètre de protection rapprochée et de protection éloignée : soumis à réglementation. Obligation pour le propriétaire d' un terrain situé dans le périmètre de protection de satisfaire aux conditions prescrites par l'acte déclaratif d'utilité publique.	Santé	ARS	Arrêté Préfectoral de DUP n°606-2007 du 22/11/2007	Art. L.1321-2 à 13 du Code de la Santé Publique
	Dérivation des eaux du captage des "Combes" situé sur la commune. Instauration des périmètres de protection de ce point d'eau.					
AS1 Potable	CONSERVATION DES EAUX : Servitude attachée à la protection des eaux potables résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables.	Périmètre de protection immédiat : interdiction de toute activité. Périmètre de protection rapprochée et de protection éloignée : soumis à réglementation. Obligation pour le propriétaire d' un terrain situé dans le périmètre de protection de satisfaire aux conditions prescrites par l'acte déclaratif d'utilité publique.	Santé	ARS	Arrêté préfectoral de DUP n°602/2002 du 3/12/2002	Art. L.1321-2 à 13 du Code de la Santé Publique
	Captage de "Cassioz" situé sur Megève Instauration des périmètres de protection rapprochée					
AS1 Potable	CONSERVATION DES EAUX : Servitude attachée à la protection des eaux potables résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables.	Périmètre de protection immédiat : interdiction de toute activité. Périmètre de protection rapprochée et de protection éloignée : soumis à réglementation. Obligation pour le propriétaire d' un terrain situé dans le périmètre de protection de satisfaire aux conditions prescrites par l'acte déclaratif d'utilité publique.	Santé	ARS	Arrêté Préfectoral de DUP n°DDAF-B/2.95 du 03.02.1995 modifié par l'arrêté préfectoral de DUP n°608/2002 du 04/12/2002	Art. L.1321-2 à 13 du Code de la Santé Publique
	Pompage du "Marais"					

	Intitulé de la servitude	Limitations administratives au droit de propriété correspondantes	Ministère concerné	Direction concernée	Texte qui l'a institué	Référence au texte législatif
EL4	<p>REMONTEES MECANIQUES ET PISTES DE SKI : Servitudes relatives au développement et à la protection des montagnes</p> <p><i>Télésiège du Crêt du Midi. Institution d'une servitude destinée à assurer le passage, l'aménagement et l'équipement des pistes de ski.</i></p>	Interdiction pour les propriétaires des terrains concernés de modifier l'état des lieux de façon à faire obstacle même provisoirement au libre passage des pratiquants de ski, de randonnées et d'alpinisme durant les périodes où les servitudes s'appliquent. Obligation pour les propriétaires des terrains concernés de supporter le survol, l'implantation de pylônes dont l'emprise au sol est inférieure à 4m ² et de maintenir les accès nécessaires à l'implantation, l'entretien, la protection des remontées mécaniques.	Transports	Transports Terrestres	Arrêté Préfectoral n° 2006/2925 du 12 décembre 2006	Articles L.342-20 à 24 du Code du Tourisme
I4	<p>ELECTRICITE : Périmètre de servitude autour d'une ligne électrique (conducteurs aériens ou canalisations souterraines).</p> <p><i>Ligne 63 kV ARLY-MEGEVE</i></p>	Servitudes d'ancrage, d'appui, de surplomb pour les lignes aériennes, de tréfonds pour les lignes souterraines, d'élagage, d'ébranchage et d'abattage des arbres, et servitude de passage . Obligation pour le maitre d'ouvrage de prévenir le concessionnaire, un mois avant d'entreprendre des travaux de démolition, réparation, surélévation, clôture ou bâtiment (cf. note d'information relative aux lignes et canalisations électriques jointe à la liste des servitudes).	Industrie	RTE TERAA-GET Savoie (Albertville cedex 73201) ; RTE TSA 30111 (69399 Lyon cedex 03)	DUP du 25/7/1968	Code de l'Énergie Articles L323-4 à L.323-10

	Intitulé de la servitude	Limitations administratives au droit de propriété correspondantes	Ministère concerné	Direction concernée	Texte qui l'a institué	Référence au texte législatif
PM1	Servitude relevant du Plan de Prévention des risques Naturels prévisibles <i>Plan de prévention des risques naturels</i> <i>Révision n°1</i>	Interdiction de construire dans les zones rouges (risques élevés) - Autorisations de construire sous réserve du règlement du P.P.R. dans les zones bleues (risques modérés).	Environnement	DDT	Arrêté préfectoral n°2012104-0001 du 13/04/2012	Article L.562-1 et suivants et L.211-12 du Code de l'Environnement



Echelle 1/10000



- 14 CANALISATION ELECTRIQUE
- 12 SURVOL DE REMORQUE RECONNUE
- AS 1 PERIMETRE DE PROTECTION DES EAUX POTABLES

INM COAT

RAP PROCE

ELUSSE





PRAZ-SUR-ARLY PLAN LOCAL D'URBANISME

5.1.1. SERVITUDES I4 RTE

Projet arrêté
par délibération
en date du :

13 mars 2017

Projet approuvé
par délibération
en date du :

05 février 2018

Vincent BIAYS - urbaniste
101, rue d'Angleterre - 73000 CHAMBERY - Tél. : 06.800.182.51



NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX LIGNES ET CANALISATIONS ELECTRIQUES

Ouvrages du réseau d'alimentation générale

SERVITUDES I4

Ancrage, appui, passage, élagage et abattages d'arbres

REFERENCES :

- ↳ Articles L321-1 et suivants et L323-3 et suivants du code de l'énergie ;
- ↳ Décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;
- ↳ Décret n° 70-492 du 11 Juin 1970 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 Avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.

EFFETS DE LA SERVITUDE

Ce sont les effets prévus par les articles L323-3 et suivants du code de l'énergie. Le décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique établit une équivalence entre l'arrêté préfectoral de mise en servitudes légales et les servitudes instituées par conventions.

A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient, ou non, closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation).

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (article L323-4 du code de l'énergie).

B - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL

1°/ Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents et aux préposés du bénéficiaire pour la pose, l'entretien, la réparation et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, sauf en cas d'urgence.

2°/ Droits des propriétaires

Les propriétaires, dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses, conservent le droit de démolir, réparer ou surélever. Les propriétaires, dont les terrains sont grevés de servitudes d'implantation ou de surplomb, conservent également le droit de se clore ou de bâtir. Dans tous les cas, les propriétaires doivent toutefois un mois avant d'entreprendre ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'exploitant de l'ouvrage.

REMARQUE IMPORTANTE

Il convient de consulter l'exploitant du réseau avant toute délivrance de permis de construire à moins de 100 mètres des réseaux HTB > 50 000 Volts, afin de vérifier la compatibilité des projets de construction avec ses ouvrages, en référence aux règles de l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

EFFETS DE LA SERVITUDE CONCERNANT LES TRAVAUX

Mesures à prendre avant l'élaboration de projets et lors de la réalisation de travaux (exceptés les travaux agricoles de surfaces) à proximité des ouvrages de transport électrique HTB (lignes à haute tension).

En application du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, codifié aux articles R554-20 et suivants du code de l'environnement, le maître d'ouvrage des travaux est soumis à plusieurs obligations et doit notamment consulter le guichet unique sur l'existence éventuelle d'ouvrages dans la zone de travaux prévue.

Lorsque l'emprise des travaux entre dans la zone d'implantation de l'ouvrage, le maître d'ouvrage doit réaliser une déclaration de projet de travaux (DT).

L'exécutant des travaux doit également adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) reprenant les mêmes informations que la DT (localisation, périmètre de l'emprise des travaux, nature des travaux et techniques opératoires prévues).

L'exploitant des ouvrages électriques répond alors dans un délai de 9 jours pour les DT dématérialisées et 15 jours pour les DT non dématérialisées et toute DICT. Des classes de précisions sont données par les exploitants et des investigations complémentaires peuvent être réalisées.

Pour toute information utile, s'adresser à :

RTE
TERAA - GET Savoie
455 av. du pont de Rhonne-BP12
73201 Albertville Cedex

SERVICES RESPONSABLES

NATIONAL : Ministère en charge de l'énergie

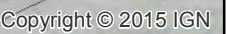
REGIONAUX OU DEPARTEMENTAUX :

Pour les tensions supérieures à 50 000 Volts :

- ↳ DREAL,
- ↳ RTE.

Pour les tensions inférieures à 50 000 Volts, hors réseau d'alimentation générale :

- ↳ DREAL,
- ↳ Distributeurs ERDF et / ou régies.





PRAZ-SUR-ARLY PLAN LOCAL D'URBANISME

5.1.2. SERVITUDE POUR LA CRÉATION D'UNE PISTE DE STADE DE SLALOM

Projet arrêté
par délibération
en date du :

13 mars 2017

Projet approuvé
par délibération
en date du :

05 février 2018

Vincent BIAYS - urbaniste
101, rue d'Angleterre - 73000 CHAMBERY - Tél. : 06.800.182.51





PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Annecy, le 10 août 2017

Bureau des Affaires Foncières et de l'Urbanisme

Ref : DRCL / 3 - CM

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté n° PREF/DRCL/BAFU/2017-0067

portant institution d'une servitude au titre du code du tourisme en vue de la création d'une piste de stade de slalom sur le domaine skiable de Praz-Sur-Arly.

VU le code du tourisme et notamment ses articles L.342-20 et suivants ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de M. Pierre LAMBERT en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Praz-Sur-Arly en date du 9 juillet 2015 sollicitant l'institution d'une servitude au titre de l'article L. 342-20 du code du tourisme, en vue de la création d'une piste de stade de slalom sur le domaine skiable de Praz-Sur-Arly ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BAFU/2017-0008 du 31 janvier 2017 portant ouverture d'enquête publique pour l'institution d'une servitude au titre du code du tourisme ;

VU le plan parcellaire des terrains nécessaires à l'établissement des servitudes ;

VU la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par la commune ;

VU les pièces constatant que les formalités d'insertion, de publication et de notifications individuelles ont été régulièrement accomplies ;

VU l'avis favorable, avec une recommandation, émis par le commissaire-enquêteur le 12 mai 2017 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Praz-Sur-Arly en date du 13 juin 2017 répondant à la recommandation du commissaire-enquêteur ;

Considérant que le projet de création d'une piste de stade de slalom sur le domaine skiable de Praz-Sur-Arly présente un intérêt général ;

Considérant que la servitude permettra de perpétuer les autorisations de passage consenties aujourd'hui par les propriétaires, de lier ces autorisations aux parcelles supportant ce passage, et non

aux propriétaires, de rendre la servitude opposable aux tiers et enfin de régulariser le passage et l'aménagement des pistes, remontées et équipements existants sur des parcelles appartenant à des propriétaires privés ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Sont frappées de servitude les parcelles de terrains situées sur la commune de Praz-Sur-Arly, délimitées conformément aux plans et états parcellaires annexés au présent arrêté, et nécessaires à la création d'une piste de stade de slalom sur le domaine skiable de la commune. Les emprises de cette servitude sont définies telles que décrites dans l'extrait du dossier de servitude, joint en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 2 : La présente décision permet la pénétration sur les terrains spécialement désignés à l'enquête ainsi que l'autorisation de réaliser les travaux sous réserve de l'obtention des autorisations afférentes.

ARTICLE 3 : L'utilisation de la servitude.

La servitude demandée permettra pendant la période d'enneigement le droit de passage des pratiquants de sport d'hiver.

Elle permet également tout au long de l'année :

- l'aménagement et l'équipement des pistes de ski (mise en place et maintien à demeure des filets, canons à neige et leurs canalisations d'alimentation pour l'enneigement artificiel, matériel de protection...), ce qui implique le nettoyage et l'entretien si nécessaire par débroussaillage, des terrains déboisés,
- le passage des pistes de ski existantes,
- les accès nécessaires à l'aménagement, l'entretien et la protection des pistes,
- la possibilité de niveler le sol si nécessaire.

La commune ou son concessionnaire devra informer les propriétaires des caractéristiques des travaux d'entretien envisagés sur leur parcelle, de la date du début des travaux et de l'état des lieux préalable.

ARTICLE 4 : Les caractéristiques de la servitude.

La servitude présente les caractéristiques suivantes :

A - Durant la période d'enneigement telle que fixée chaque année par arrêté municipal en fonction des conditions climatiques, ladite période devant nécessairement être comprise entre le 15 novembre et le 15 mai :

- interdiction absolue pour tout propriétaire ou locataire, de modifier les lieux, de planter, de construire ou d'y placer même temporairement de quelconques obstacles de nature à gêner le passage des skieurs, des engins destinés à l'aménagement et l'entretien des pistes, ainsi que le fonctionnement, l'utilisation ou l'entretien des ouvrages s'y rattachant ou à porter atteinte à la sécurité des personnes.
- obligation pour tout propriétaire de parcelles en limite de l'assiette de la servitude, de veiller à ce que leurs éventuelles plantations ou installations ne dépassent pas sur l'emprise,
- obligation de laisser le libre accès et d'accepter le passage de toute personne ou engin nécessaire à l'aménagement, la surveillance, l'exploitation et l'entretien des pistes et installations s'y rattachant, et à la sécurité des personnes et des biens,
- obligation de laisser aux pratiquants de sports d'hiver le droit de passage pendant la période d'enneigement permettant la pratique des sports d'hiver,

B - En dehors de la période d'enneigement, les obligations des propriétaires sont identiques à celles de la période d'enneigement.

Toutefois, en dehors de la période d'enneigement, il est possible aux propriétaires ou locataires, pour les nécessités de la pâture, de clore leurs parcelles, à condition de prévoir, pour toute la durée annuelle de la mise en place de cette clôture, une partie mobile permettant le passage des personnes et des engins sur une largeur minimale de 5 mètres.

C - Par contre, il est fait obligation à la commune de Praz-Sur-Arly, bénéficiaire de la servitude :

- de remettre en état les terrains non boisés, lorsque des aménagements ont été effectués,
- de nettoyer et d'entretenir si nécessaire par débroussaillage les terrains déboisés,
- de n'effectuer les travaux d'entretien, de maintenance nécessitant le passage sur les terrains de pâture privés grevés de servitude, que sous réserve de ne pas entraver l'usage agricole des terrains notamment en période de fenaison ou de récolte,
- le propriétaire de la servitude est subrogé au propriétaire du fonds dans l'accomplissement de toutes formalités nécessaires à l'aménagement des pistes et équipements auxquels celui-ci pourrait être tenu en application d'une autre législation.

ARTICLE 5 : Le maire de Praz-Sur-Arly devra procéder à l'affichage du présent arrêté pendant une durée minimum d'un mois dans la commune aux lieux et selon les usages habituels.

ARTICLE 6 : Les demandes d'indemnités pour préjudices matériels, directs et certains, devront être adressées à M. le maire de Praz-Sur-Arly dans le délai d'un an suivant la constatation du dommage.

ARTICLE 7 : Une copie du présent arrêté, accompagnée d'un extrait du plan et de l'état parcellaire, sera notifiée aux intéressés par les soins de la commune de Praz-Sur-Arly ou son mandataire.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès du préfet signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de ces deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

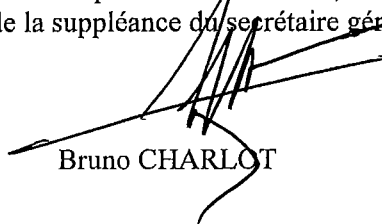
ARTICLE 9 :- M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,

- M. le maire de Praz-Sur-Arly,

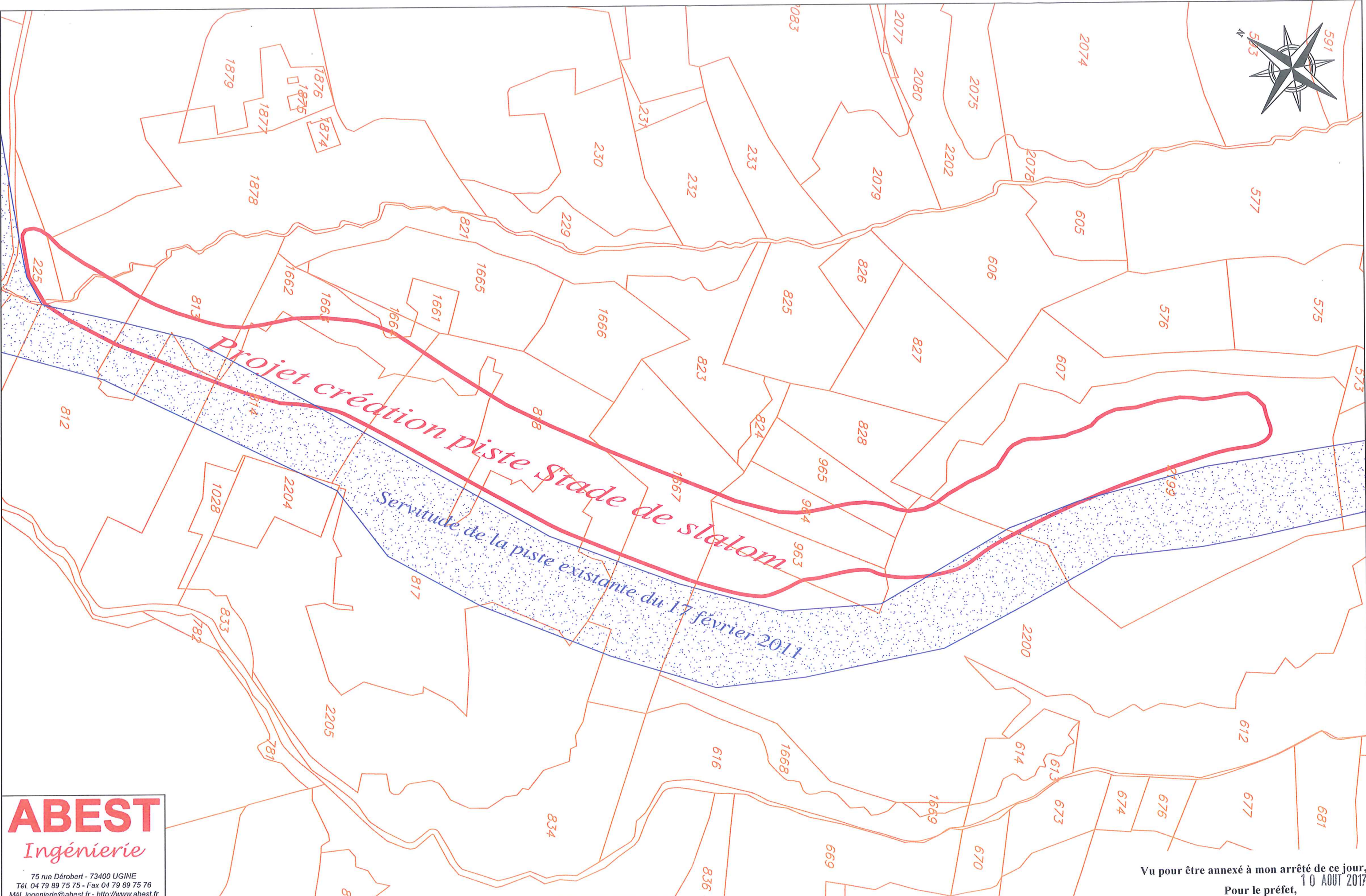
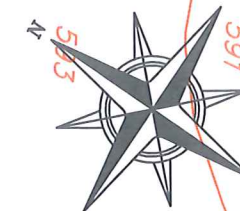
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée pour information à :

- M. le sous-préfet de Bonneville,
- M. le directeur départemental des territoires,
- M. le directeur départemental des finances publiques,
- M. le directeur de la société FCA,
- M. le commissaire-enquêteur.

Pour le préfet,
Le sous-préfet de Bonneville,
Chargé de la suppléance du secrétaire général,



Bruno CHARLOT



ABEST
Ingénierie

75 rue Dérobert - 73400 UGINE
Tél. 04 79 89 75 75 - Fax 04 79 89 75 76
Mél. ingenierie@abest.fr - <http://www.abest.fr>

INDICE	DATE	ETAB.	VERIF.	OBSERVATIONS-MODIFICATIONS	Stade slalom Praz-sur-Arly Plan parcellaire	AP
0	20-08-15	MG	CE	PREMIERE EMISSION (issu DAAP ind B 13-08-15)		
A	30-09-16	AL	CE	Mise à jour de l'emprise de la servitude	N° Plan : P:\2014\14-047 piste Praz\14-047 DAAP ind C.dwg	ECH : 1/2 000

Vu pour être annexé à mon arrêté de ce jour,
10 AOUT 2017
Pour le préfet,
Le sous-préfet de Bonneville,
Chargé de la suppléance du secrétaire général,
Signé:
Bruno CHARLOT



PRAZ-SUR-ARLY PLAN LOCAL D'URBANISME

5.2. ANNEXES SANITAIRES

Projet arrêté
par délibération
en date du :

13 mars 2017

Projet approuvé
par délibération
en date du :

05 février 2018

Vincent BIAYS - urbaniste
217, rue Marcoz - 73000 CHAMBERY - Tél. : 06.800.182.51





PRAZ-SUR-ARLY PLAN LOCAL D'URBANISME

5.2.1. SCHÉMA DIRECTEUR DE L'ASSAINISSEMENT ET DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

Projet arrêté
par délibération
en date du :

13 mars 2017

Projet approuvé
par délibération
en date du :

05 février 2018

Vincent BIAYS - urbaniste
101, rue d'Angleterre - 73000 CHAMBERY - Tél. : 06.800.182.51





11CCY084

MARS 2014



ÉLABORATION DU SCHÉMA DIRECTEUR DE L'ASSAINISSEMENT ET DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

PHASE 4
Élaboration du schéma directeur


SAFEGE
Ingénieurs Conseils

SIÈGE SOCIAL
PARC DE L'ÎLE - 15/27 RUE DU PORT
92022 NANTERRE CEDEX

Agence de CHAMBERY : Savoie Technolac – BP 318 – 73377 LE BOURGET DU LAC CEDEX
Tél : 04 79 26 46 00 – Fax : 04 79 26 46 08 – E-mail : chambery@safège.fr

TABLE DES MATIÈRES

1 Préambule.....	5
1.1 Contexte de l'étude.....	5
1.2 Objectifs et contenus de l'étude.....	5
1.3 Introduction du rapport.....	7
2 Synthèse des phases précédentes.....	8
2.1 Phase 1 – Synthèse des données existantes	8
2.1.1 Reconnaissance des réseaux et numérisation des plans des réseaux	8
2.1.2 Fonctionnement de la station d'épuration	8
2.2 Phase 2 – Campagnes de mesures.....	9
2.2.1 Mesures de temps sec.....	10
2.2.2 Mesure de temps de pluie.....	10
2.2.3 Classification des déversoirs d'orage.....	11
2.3 Phase 3 – Diagnostic et modélisation.....	12
2.3.1 Analyse démographique.....	12
2.3.2 Modélisation hydraulique des réseaux.....	12
2.3.2.1 Diagnostic de temps sec.....	12
2.3.2.2 Diagnostic de temps de pluie	13
2.3.3 Orientation des scénarios étudiés.....	13
2.3.4 Scénarios et chiffrages	14
3 Praz-sur-Arly.....	15
3.1 Les points clé du diagnostic.....	15
3.2 Les subventions envisageables	15
3.2.1 L'agence de l'eau.....	15
3.2.2 Le département	16
3.3 Programme de travaux retenus.....	17
3.4 Fiches travaux	20
3.5 Tableau de suivi	47

4 Megève	49
4.1 Les points clé du diagnostic.....	49
4.2 Les subventions envisageables	49
4.2.1 L'agence de l'eau.....	49
4.2.2 Le département	50
4.3 Programme de travaux retenus.....	50
4.4 Fiches travaux	54
4.5 Tableau de suivi	221

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Tableau 2-1 :	Bilan des populations	12
Tableau 3-1 :	Programme de travaux	19
Tableau 4-1 :	Programme de travaux	53

TABLE DES ANNEXES

Annexe 1 **Plan de localisation des FICHES TRAVAUX– PRAZ-SUR-ARLY**

Annexe 2 **Plan de localisation des propositions de travaux – MEGEVE**

1

Préambule

1.1 Contexte de l'étude

Les communes de Megève et Praz-sur-Arly disposent de réseaux d'assainissement majoritairement unitaires aboutissant à une station d'épuration dont le fonctionnement est impacté par de fortes variations de charges polluantes et hydrauliques.

Ce secteur du Haut Arly a connu ces dernières années une croissance importante de l'urbanisation qui induit un développement des réseaux de collecte d'eaux usées et d'eaux pluviales. Ce développement, réalisé sans schéma directeur, a abouti à la création de réseaux pas toujours efficace et pertinent.

En conséquence, les réseaux sont majoritairement unitaires, engendrant des déversements en temps sec et en temps de pluie au milieu naturel via les déversoirs d'orage, et des surcharges hydrauliques à la station d'épuration. Des rejets directs sont également connus.

Afin de répondre aux exigences réglementaires, d'améliorer la collecte de leurs effluents et de prévoir les extensions futurs de ses réseaux, les communes de Praz-sur-Arly et Megève ont engagé un diagnostic général de leurs réseaux d'assainissement via la réalisation d'un schéma directeur d'assainissement et de gestion des eaux pluviales.

1.2 Objectifs et contenus de l'étude

Les principaux objectifs de cette étude sont les suivants :

- ✓ identifier le fonctionnement du réseau ;
- ✓ recenser les anomalies et les localiser ;
- ✓ mettre à jour les plans des réseaux ;
- ✓ quantifier les charges polluantes sur le réseau afin de catégoriser les déversoirs d'orage et de prévoir leurs équipements, conformément à la réglementation ;

- ✓ quantifier les débits en temps sec, en temps de pluie, en fonte de neige et en pointe touristique ;
- ✓ quantifier les apports d'eaux claires parasites permanentes ;
- ✓ proposer des solutions d'aménagement, de restructuration et de réhabilitation et quantifier les modifications sur les débits en entrée de STEP et en déversement au droit des déversoirs d'orage.

Cette étude se déroule en quatre phases :

- ✓ phase 1 : État des lieux – pré-diagnostic
 - ◆ recueil des données ;
 - ◆ visites ciblées des réseaux ;
 - ◆ mise à jour des plans des réseaux ;
 - ◆ définition de la campagne de mesures.
- ✓ phase 2 : Campagnes de mesures
 - ◆ mesures de débit en continu ;
 - ◆ mesures des charges polluantes ;
 - ◆ mesures en pointes hivernales et estivales ;
 - ◆ mesures en fonte de neige et en période d'orage ;
 - ◆ visites nocturnes ;
 - ◆ tests à la fumée.
- ✓ phase 3 : Analyse et proposition de scénarios
 - ◆ modélisation hydraulique des réseaux ;
 - ◆ analyse de l'évolution démographique ;
 - ◆ proposition de scénarii de restructuration et de réhabilitation ;
 - ◆ définition des équipements de télésurveillance à mettre en œuvre.
- ✓ phase 4 : Élaboration du schéma directeur
 - ◆ étude des scénarios retenus au stade AVPS ;
 - ◆ mise en place d'indicateurs de suivi ;
 - ◆ édition des documents d'étude.

1.3 Introduction du rapport

Ce rapport constitue la phase 4 de l'étude de schéma directeur d'assainissement et de gestion des eaux pluviales des communes de Megève et Praz-sur-Arly. Il a pour objectifs :

- ✓ d'établir des préconisations de travaux sur le réseau afin d'en améliorer le fonctionnement aussi bien en temps sec que par temps de pluie ;
- ✓ d'identifier le coût, la nature des opérations et les objectifs de chaque fiche travaux ;
- ✓ de proposer un programme de travaux comme outil de gestion et d'aide à la décision pour les communes.

Ce rapport s'appuie sur les constats des phases précédentes. Le présent programme de travaux a été élaboré sur la base de l'ensemble de l'étude et notamment sur les résultats de la modélisation confrontés aux résultats des mesures in situ. Il constitue la feuille de route des communes pour la gestion de l'assainissement et des eaux pluviales.

Les programmes ont été établis lors de réunion de travail avec les communes.

2

Synthèse des phases précédentes

2.1 Phase 1 – Synthèse des données existantes

Le rapport de phase 1 fait le point sur les caractéristiques du territoire et synthétise les éléments collectés en début d'étude.

2.1.1 Reconnaissance des réseaux et numérisation des plans des réseaux

La mise à jour des plans des réseaux a permis de comptabiliser un total de 165 km de réseaux comme suit :

		Praz-sur-Arly	Megève	Total
Longueur de réseau	Séparatif	10 100 m	20 300 m	30 400 m
	Unitaire	7 000 m	50 600 m	57 600 m
	Pluvial	9 700 m	68 200 m	77 900 m

La reconnaissance des réseaux a permis de visiter les 31 déversoirs d'orage et observer des déversements de temps sec sur deux déversoirs d'orage : **DO Bandu et DO Ecole** et d'observer des limites de déversement en temps sec sur les **DO Molettaz et DO Tour de Blaye**. Ce qui indique qu'une partie du flux de pollution n'arrive pas à la station.

Ces dysfonctionnements sont principalement liés à la présence importante d'eaux claires parasites.

Les fiches ouvrages ont également été réalisées pour les quatre postes de refoulement.

2.1.2 Fonctionnement de la station d'épuration

Les données nominales de la station d'épuration sont les suivantes :

Caractéristiques techniques de la STEP		
Débit de référence	12 300	m3/j
Débit moyen horaire	510	m3/h
Débit de pointe temps sec	1 140	m3/h
Débit de pointe temps de pluie	1 700	m3/h
Capacité nominale	3 000	Kg de DBO5.jour
	50 000	EH

La station fonctionne en dessous de son point nominal en charge polluante et régulièrement au dessus de sa charge hydraulique.

En 2012, la charge mesurée s'élevait à 35 000 EH, l'autosurveillance des quatre dernières années montrent une pointe maximale enregistrée à 34 900 EH en 2009.

Il est estimé que cette pointe correspond à un taux de remplissage de 61 % de la capacité d'accueil du territoire.

2.2 Phase 2 – Campagnes de mesures

Les campagnes suivantes ont été réalisées

- ✓ Du 21-12-2011 au 03-01-2012 – campagne complète – débit et charge polluante
- ✓ Du 18-02-2012 au 12-03-2012 – campagne allégée - débit et charge polluante
- ✓ Du 25-05-2012 au 30-06-2012 – campagne complète – débit en réseau et surverse
- ✓ Du 19-07-2012 au 23-08-2012 – campagne allégée – débit en réseau et surverse
- ✓ Du 25-09-2012 au 05-10-2012 et du 17 au 18-10-2012 – Tests à la fumée
- ✓ Du 12-11-2012 au 15-11-2012 sur Praz-sur-Arly – Nocturnes
- ✓ Du 15 au 16-11-2012 et 19 au 23-11-2012 sur Megève - Nocturnes

Les résultats sont présentés dans un rapport pour chacune d'entre elles. Elles ont permis :

- ♦ De quantifier les charges polluantes en temps sec de pointe touristique (décembre et février) ;
- ♦ De quantifier les flux de temps sec sur différentes périodes d'eaux claires parasites permanentes ;
- ♦ D'évaluer la réaction des différentes antennes lors d'épisodes pluvieux ;
- ♦ De mesurer les volumes déversés au milieu naturel ;
- ♦ De classer les déversoirs d'orage en fonction des seuils réglementaires ;

- ◆ D'enregistrer des séries réelles de débits afin de caler le modèle numérique ;
- ◆ De localiser les apports d'eaux claires parasites permanentes ;
- ◆ De localiser les erreurs de branchements.

2.2.1 Mesures de temps sec

Les résultats du suivi des débits et des charges polluantes montrent :

- ✓ En entrée de STEP :
 - ◆ sur la période des vacances de Noël : un volume moyen de temps sec de 10 600 m³/j dont 5 900 m³/j d'eaux claires parasites permanentes. La charge polluante mesurée s'élève en moyenne à 29 000 EH.
 - ◆ sur la période des vacances de Février : un volume moyen de temps sec de 10 200 m³/j dont 3 700 m³/j d'eaux claires parasites permanentes. La charge moyenne mesurée s'élève à 35 000 EH.
 - ◆ Sur la période printanière : un volume moyen de temps sec de 5 700 m³/j dont 4 600 m³/j d'ECPP. La charge estimée sur le volume d'eaux usées strict moyen s'élèverait à 7 300 EH.
 - ◆ Sur la période estivale : un volume moyen de temps sec de 5 500 m³/j dont 2 300 m³/j d'ECPP. La charge estimée sur le volume d'eaux usées strict moyen s'élève à 21 300 EH.
- ✓ Des concentrations d'effluents inférieures aux valeurs moyennes admises ;
- ✓ Des apports généralisés d'eaux claires parasites permanentes et très variables en quantité au cours de l'année (variabilité observée sur les quatre campagnes de 2 000 à 6 000 m³/j). Les données d'autosurveillance de la STEP montrent que des valeurs d'ECPP très supérieures peuvent être collectées.

2.2.2 Mesure de temps de pluie

Deux campagnes de mesures ont été réalisées :

- ✓ printemps : 6 évènements significatifs enregistrés ;
- ✓ été : 3 évènements significatifs dont un proche de la pluie annuelle.

Huit des onze déversoirs d'orage équipés en mesure de débit ont déversé.

Six des treize déversoirs d'orage équipés en détection de surverse sont suspectés de déverser.

2.2.3 Classification des déversoirs d'orage

Rappel réglementaire

- ✓ **Déversoir d'orage compris entre 2 000EH<<10000EH** : les déversoirs d'orage situés sur des tronçons destinés à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec comprise entre 120 kg et 600 kg de DBO₅ par jour font l'objet d'une surveillance permettant d'estimer les périodes de déversement et les débits rejetés et sont soumis à déclaration,
- ✓ **Déversoir d'orage > 10 000 EH** : les déversoirs d'orage situés sur des tronçons destinés à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec supérieure à 600 kg de DBO₅ par jour font l'objet d'une surveillance permettant de mesurer en continu le débit et d'estimer la charge polluante déversée (DCO et MES) par temps sec et temps de pluie et sont soumis à autorisation.

Classification des DO

Nom	Numéro	Commune	Point de déversement	Classification
DO La Rochette	DO 22	Megève	Ruisseau du Crêt	Entre 120 Kg/j et 600 Kg/j de DBO ₅
DO CCAS	DO 16	Megève	Ruisseau de Pettreaux	Entre 120 Kg/j et 600 Kg/j de DBO ₅
DO Patinoire	DO 21	Megève	EP	Entre 120 Kg/j et 600 Kg/j de DBO ₅
DO Central	DO 17	Megève	Torrent du Planay	Entre 120 Kg/j et 600 Kg/j de DBO ₅
DO Saint Paul	DO 18	Megève	Torrent du Planay	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO Chamois	DO 20	Megève	EP vers Torrent du Glappet	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO Vieux Marché	DO 19	Megève	EP vers Torrent du Glappet	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO Martinet	DO 13	Megève	Torrent du Glappet	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO Rochebrune	DO 05	Megève	EP	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO Primaire	DO 23	Megève	EP	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO Ecoles	DO 12	Megève	Torrent du Glappet	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO Collège	DO 11	Megève	Torrent du Glappet	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO Tour de Blaye	DO 10	Megève	Torrent du Glappet	Entre 120 Kg/j et 600 Kg/j de DBO ₅
DO Téléphérique	DO 03	Megève	Ruisseau des Perchets	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO Molettaz	DO 14	Megève	Arly	> 600 Kg/j de DBO ₅
DO J Vallet	DO 02	Megève	Arly	> 600 Kg/j de DBO ₅
DO Bandu	DO 09	Megève	Arly	> 600 Kg/j de DBO ₅
DO Vériaz	DO 07	Megève	Arly	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO Guelma	DO 08	Megève	Le Foron	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO La Combe	DO 06	Megève	Arly	> 600 Kg/j de DBO ₅
DO HLM	DO 01	Megève	EP vers Arle	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO Cassioz	DO 04	Megève	Torrent de Cassioz	> 600 Kg/j de DBO ₅
DO Vettier	DO 24	Megève	EP	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO Seigneur	DO 25	Megève	EP	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO Marais	DO 03	Praz-sur-Arly	EP vers Arly	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO Meuret	DO 02	Praz-sur-Arly	Ruisseau de Praz	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO VVF	DO 04	Praz-sur-Arly	EP vers Arly	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO Principal	DO 05	Praz-sur-Arly	Arly	Entre 120 Kg/j et 600 Kg/j de DBO ₅
DO de l'Ile	DO 01	Praz-sur-Arly	EP vers Arly	< à 120 Kg/j de DBO ₅
DO Prox Veriaz	DO26	Megève		< à 120 Kg/j de DBO ₅

2.3 Phase 3 – Diagnostic et modélisation

2.3.1 Analyse démographique

Un bilan des populations et des capacités d'accueil a été réalisé en cours de phase 3. Une synthèse est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 2-1 : Bilan des populations

		Praz-sur-Arly	Megève	TOTAL
Situation Actuelle	Population permanente	1 350	3 870	5 220
	Lits touristiques	11 000	38 000	49 000
	Total	12 350	41 870	54 220
Situation Future	Population permanente	2 340	4 420	6 760
	Lits touristiques	14 000	40 170	54 170
	Total	16 340	44 590	60 930

2.3.2 Modélisation hydraulique des réseaux

Une modélisation a été réalisée sur le logiciel Mike Urban dans l'objectif de réaliser un diagnostic de la situation actuelle et future prévisible.

Les campagnes de mesures réalisées au cours de l'année 2012 ont permis le calage de cet outil. Une réflexion a été menée pour définir les conditions de diagnostic du réseau. Une situation au percentile 80 des eaux claires parasites permanentes a été retenue en concertation avec l'agence de l'eau et la police de l'eau. Cette configuration représente une situation défavorable du fonctionnement du réseau.

2.3.2.1 Diagnostic de temps sec

Les ouvrages clés du déversement de temps sec en période hivernale de pointe sont le DO Bandu et Molettaz et en moindre mesure Ecole et Primaire. Ces déversements sont liés à une présence trop importante d'eaux claires parasites permanentes.

Les charges hydrauliques reçues par la STEP peuvent être supérieures à sa capacité nominale. Les charges polluantes reçues restent toujours inférieures aux charges nominales de la STEP.

En situation extrême, c'est-à-dire concordance du **QMNA5** avec une **pointe de rejet d'eaux usées** et un **volume d'eaux claires parasite permanente** en valeur haute (**percentile 80**), le rejet de la STEP et des DO en temps sec sont déclassant pour le

cours d'eau. Sur la base d'un débit moyen mensuel, seul le paramètre NH_4^+ persiste à déclasser théoriquement le cours d'eau. Les hypothèses de calcul de l'impact sur le milieu sont détaillées dans le rapport de phase 3.

2.3.2.2 Diagnostic de temps de pluie

Dans la configuration de simulation retenue (ECCP au percentile 80), les pluies de projet montrent :

- ◆ pour une pluie mensuelle et en période hivernale, le réseau déverse la totalité du volume d'eaux de pluie collectée ;
- ◆ tous les DO ne fonctionnent pas pour la pluie mensuelle ;
- ◆ pour des pluies de retour 10 ans et plus, 90 % du volume collecté est déversé ;
- ◆ les déversoirs Bandu et Molettaz représentent 60 à 70 % du volume déversé pour la pluie mensuelle ;
- ◆ quelques DO ne fonctionnent pas pour une pluie de temps de retour 20 ans ;
- ◆ 12 déversoirs déversent plus de 20 fois par an.

2.3.3 Orientation des scénarios étudiés

Les actions à engager sont les suivantes :

- ✓ **Mise en œuvre de l'autosurveillance des réseaux : obligation réglementaire ;**

Les échéances sont les suivantes :

- Pour les systèmes inférieurs à 10 000 EH : au 31 décembre 2012 ;
- Pour les systèmes supérieurs à 10 000 EH : au 31 décembre 2009 (pour le déversoir de tête de station et aux points caractéristiques du réseau).

- ✓ **Suppression des déversements de temps sec : aucune tolérance ne sera admise sur cette problématique ;**

Les eaux claires parasites permanentes, notamment en période de fonte de neige, sont responsables de ces déversements de temps sec. La réduction de celles-ci est une priorité d'actions au même titre que l'autosurveillance des réseaux.

- ◆ Déconnexion des eaux claires parasites permanentes ponctuelles ;
- ◆ Réhabilitation, renouvellement ou mise en séparatif des tronçons identifiés ;
- ◆ Reprise ou réhabilitation de branchement de particulier.

Effectivement certains apports sont localisés sur les branchements aux réseaux, des actions de suivis de la suppression de ces apports devront être réalisées.

- ✓ **Réduction des déversements pour la pluie mensuelle** : 12 déversoirs déverse plus de 20 fois par an. Les actions seront donc liées au système de collecte des eaux pluies.
 - ◆ Mise en conformité des erreurs de branchements : les tests à la fumée ont permis d'identifier des raccordements d'eaux pluviales sur les réseaux d'eaux usées ;
 - ◆ Déconnexion des maillages de réseau d'eaux pluviales sur le réseau unitaire ou d'eaux usées : des réseaux d'eaux pluviales trouvent leur exutoire dans le réseau d'eaux usées ;
 - ◆ Mise en séparatif ;
 - ◆ Création de bassin de stockage restitution.
- ✓ Réduction des sites de mise en charge et de risque de débordement sur le réseau unitaire et le réseau d'eaux pluviales ;
 - ◆ Renforcement de réseau ou mise en séparatif.

2.3.4 Scénarios et chiffrages

Les coûts indiqués sont des coûts de programme, établis hors sujétions particulières et par référence à des ouvrages similaires. Il est nécessaire de réaliser les Avants Projets correspondants pour définir de façon plus précise les coûts des travaux (sur la base de levés topographiques notamment). Pour définir les enveloppes budgétaires, il est souhaitable de tenir compte d'une moyenne d'incertitude de 20 %.

A ce stade, les coûts d'acquisition du foncier et de la desserte ne peuvent être pris en compte dans l'estimation des installations.

Les scénarios sont chiffrés sur la base des coûts unitaires établis sur la base de travaux récents et pratiqués sur le territoire de la Savoie et de l'Isère. Ces coûts unitaires peuvent être ajustés à la demande du maître d'ouvrage.

Les levés topographiques permettront également de définir les tracés de réseau à retenir et les exutoires finaux possibles en fonction des fils d'eaux des réseaux.

La réalisation de dossier loi sur l'eau seront nécessaire lors de mise en séparatif.

3

Praz-sur-Arly

3.1 Les points clé du diagnostic

Les problématiques identifiées sur cette commune sont :

- ✓ Des apports d'eaux claires parasites permanentes classées en priorité 1 et 2 ;
- ✓ Des mises en charge du réseau avec risque de débordement ;
- ✓ L'absence d'autosurveillance du réseau.

3.2 Les subventions envisageables

3.2.1 L'agence de l'eau

En accompagnement des directives européennes et des réglementations nationales, l'agence de l'eau apporte son appui aux collectivités pour la mise aux normes des systèmes d'assainissement et la remise à niveau des ouvrages en milieu rural. Les travaux visant l'atteinte du bon état des milieux dans les territoires prioritaires du SDAGE ainsi que la bonne gestion des sous-produits d'épuration constituent également des enjeux importants.

♦ Mettre en conformité les systèmes d'assainissement

■ Les aides de l'agence

Type d'intervention	Taux de subvention
Etudes préalables à la planification des investissements (zonages, schémas directeurs...)	50%
Inventaires patrimoniaux des réseaux	50%
Mise en conformité des équipements des stations < 15 000 EH	30%*
Mise en conformité performance des stations < 15 000 EH	30%
Travaux de réseaux (mise en séparatif, réduction des eaux claires parasites...)	30%
Mise en place de l'autosurveillance des stations et réseaux	30%
Réhabilitation des installations estimées "absentes" ou "à risque" par le SPANC, dans le cadre de démarches groupées portées par des collectivités	Forfait global (étude + travaux) de 3000 € par installation réhabilitée, attribué au particulier via la collectivité
Animation d'opérations groupées de réhabilitation des installations d'assainissement autonomes	Forfait de 250 € par installation réhabilitée, attribué à la collectivité
Etudes pluviales (schéma directeur, zonage ...)	50%
Bassins d'orage	30%
Travaux réseaux pour la gestion du temps de pluie (mise en séparatif...)	30%

Pour les collectivités qui refusent de s'engager sur un échéancier de mise en conformité des ouvrages par contrat, le taux d'aide est réduit de moitié. Il est également réduit de moitié si la collectivité ne respecte pas l'échéancier de travaux pour lequel elle s'est engagée par contrat.

Un taux de 30% sera retenu dans les fiches travaux.

3.2.2 Le département

Le SMDEA subventionne les travaux d'assainissement :

- ✓ Amélioration de la gestion de l'assainissement collectif ;
- ✓ Amélioration du fonctionnement des réseaux et des stations.

Les taux de subvention sont variables et sont compris dans les fourchettes suivantes :

- ✓ Communes : 10 ; 15 ; 20 ; 25 ou 30 % ;
- ✓ EPCI partiel : maximum 30 % ;
- ✓ EPCI intégral : maximum 45 %.

Un taux de 30% sera retenu dans les fiches travaux.

Seules les communes de moins de 5 000 habitants sont éligibles. Pour les EPCI, seule la part de travaux relevant des communes de moins de 5 000 habitants sera finançable.

3.3 Programme de travaux retenus

✓ 2014

- Autosurveillance du DO principal et point de suivi en réseau ;
- PRA-02 et PRA-04 : Réalisation d'ITV sur des tronçons présentant des apports d'eaux claires parasites permanentes de priorité 1 et 2 ;
- PRA-03 : Renouvellement et renforcement du réseau en vue de supprimer des apports d'eaux claires et de réduire le risque de mise en charge ;
- PRA-06 : Mise en conformité des raccordements EU-EP. Extension du réseau ;
- PRA-07 : Mise en conformité des raccordements EU-EP ;
- PRA-10 : Extension du réseau au Thouvassières.

✓ 2015

- PRA-01 : Suppression de l'apport d'un ruisseau dans le réseau unitaire via la création d'un nouvel exutoire pour celui-ci ;
- PRA-08 : Suite du renforcement de réseau ;
- PRA-11 : Modification du tracé du réseau à Tirecorde.

✓ 2016

- PRA-04 : Mise en séparatif permettant la suppression d'ECPP ;
- PRA-02 : Suppression des ECPP. Reprise de réseau ;
- PRA-05 : Suppression des ECPP. Reprise de réseau.

✓ 2015 – 2020

- Campagne de suivi de la mise en conformité des branchements particuliers mal raccordés ;

✓ **2020 - 2025**

- PRA-09 : Mise en séparatif du secteur Meuret ;

Tableau 3-1 : Programme de travaux

Fiches	Intitulé	Montant	Montant hors subvention	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Fiche 01	Mise en séparatif VVF	170 800 €	83 692 €		83 692 €										
Fiche 02	Réhabilitation réseau EU Les Grabilles	9 977 €	4 889 €			4 889 €									
Fiche 03	Renforcement et renouvellement réseau EU à l'amont du DO Principal	309 580 €	151 694 €	75 847 €	75 847 €										
Fiche 04	Mise en séparatif l'Orcon	54 820 €	26 862 €			26 862 €									
Fiche 05	Réfection du regard A20 R110 Les Grabilles	1 050 €	1 050 €			1 050 €									
Fiche 06	Amélioration de la collecte des eaux Praz centre	119 688 €	58 647 €	29 324 €											
				29 324 €											
Fiche 07	Mise en conformité des raccordements Praz centre (proche Mairie)	26 120 €	12 799 €	6 399 €											
				6 399 €											
Fiche 08	Mise en séparatif secteur Meuret	221 080 €	108 329 €							27 082 €	27 082 €				
										27 082 €	27 082 €				
Fiche 09	Extension du réseau EU au lieu dit Les Varins	92 750 €	64 925 €	64 925 €											
Fiche 10	Extension du réseau EU au lieu dit Tirecorde	60 040 €	42 028 €		42 028 €										
Fiche 11	Réalisation d'ITV	1 044 €	1 044 €	1 044 €											
Fiche 12	Equipements sur le réseau de dispositifs de mesures	14 600 €	7 154 €	7 154 €											
Fiche 13	Enquêtes de branchements	1 300 €	1 300 €		650 €										
					650 €										
				2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
TOTAL EU				184 693 €	118 525 €	32 801 €	0 €	0 €	0 €	0 €	27 082 €	27 082 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL EP				35 723 €	84 342 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	27 082 €	27 082 €	0 €	0 €	0 €
Part du prix de l'eau usée				1,54 €	0,99 €	0,27 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,23 €	0,23 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Assiette de facturation : 120 000 m3															



PRAZ-SUR-ARLY PLAN LOCAL D'URBANISME

5.2.2. RESSOURCE ET BESOIN EN EAU POTABLE

Projet arrêté
par délibération
en date du :

13 mars 2017

Projet approuvé
par délibération
en date du :

05 février 2018

Vincent BIAYS - urbaniste
101, rue d'Angleterre - 73000 CHAMBERY - Tél. : 06.800.182.51



COMMUNE DE



**NOTICE EXPLICATIVE
RESSOURCES ET BESOINS EN EAU POTABLE**

**36 route de Megève
74 120 PRAZ-SUR-ARLY**

La commune de Praz-sur-Arly est située en Haute Savoie, dans la Haute vallée de l'Arly qui marque le début du sillon alpin, en limite du département de la Savoie.

L'agriculture, l'élevage et la production laitière représentent une activité fondamentale pour cette Commune du canton de Sallanches, toutefois le tourisme reste l'activité essentielle. Le nombre d'habitants varie donc d'une saison à l'autre avec des pics de fréquentation durant la saison d'hiver (décembre–février–mars) et d'été (juillet-août).

I) DESCRIPTIF DE LA RESSOURCE EXPLOITEE ACTUELLEMENT EN EAU POTABLE

I.1) Les deux sources d'eau potable du réseau communal

La production est assurée par un forage-refoulement. C'est la station de pompage du « Marais » qui exploite la nappe phréatique du Haut Val d'Arly qui s'étend de Megève au seuil de Praz-sur-Arly. La production est également assurée par une ressource gravitaire (la source des Combes).

Ces deux alimentations en eau potable de la Commune sont dotées d'une Déclaration d'Utilité Publique : **l'arrêté DDAF-B/2-95, du 3 février 1995 (forage du Marais) et l'arrêté DDASS n°606-2007.**

Ainsi le captage des Combes et le pompage du Marais sont autorisés avec une mise en place de périmètres de protection du captage immédiat, rapproché et éloigné. Ils sont destinés à l'alimentation en eau potable de la commune.

1) Zone d'alimentation par le captage du Marais : station de pompage

La station de pompage est un forage réalisé en 1975 puis renforcé en 1997. Le captage « du Marais » est situé à 1 000 m d'altitude, au sud du chef-lieu, en rive droite de l'Arly sur la parcelle cadastrée A 1823. Il récupère les eaux d'une nappe phréatique captive bien protégée par une chape d'argile. Le captage est installé dans une petite construction avec en sous-sol, les deux forages et les pompes associées qui fonctionnent soit ensemble soit alternativement :

- Le forage n° 1 date de 1975. Il est en acier de 475 mm de diamètre, profond de 27 mètres et de 14.5 mètres crépinés. La pompe émergée a une capacité de 65 m³/h.
- Le forage n° 2 date de 1997. Il a été réalisé en tube acier inoxydable sur une longueur totale de 26 mètres avec une longueur de crépine de 12 mètres. Il est équipé d'une pompe émergée qui a une capacité de 65 m³/h.

Soit au total une capacité globale de **130 m³/heure**, ou 3 120 m³/jour , ou 1 123 200 m³/an.

L'installation de pompage est située en bordure de l'Arly près du Centre Ville. Le refoulement du pompage est fait directement dans le réseau (fonctionnement du réseau en refoulement/distribution) ce qui permet le remplissage du réservoir des Varins. La mise en route des pompes est gérée par système de télégestion qui tient compte de plusieurs paramètres (niveau d'eau dans les réservoirs, heures pleines / heures creuses du contrat électrique, débit instantané de distribution...) Le niveau piézométrique de la nappe au repos se situe à – 4 mètres soit environ au niveau de l'Arly. L'alimentation de la nappe est mixte :

- par apport longitudinaux liées à l'Arly par des pertes du torrent à l'amont
- par des apports latéraux, à drainance lente.

Les mesures de la nappe phréatique effectuées régulièrement ne révèlent aucune variation significative du niveau de la nappe, y compris lors des périodes de forte consommation (production de neige artificielle).

2) Zone d'alimentation par la source des Combes : source gravitaire

Le captage de la source des Combes est l'autre ressource en eau potable de la commune. Il est situé sur la parcelle cadastrée A 3153 dans une zone isolée de prairies de fauche, au Nord de la Commune. Le captage alimente le réservoir de la Côte et en direct le Hameau de Réon (la distribution s'arrête à hauteur du n° 1130 route de la Tonnaz).

Le captage comprend une petite chambre bétonnée, close hermétiquement, dans laquelle arrivent deux drains, à une profondeur d'environ 1.50 m à 2 m. Le premier, dans l'angle Nord, correspond à une buse de 250 mm de diamètre, avec un débit minimum en période d'étiage d'environ 1,5l/s, soit un volume de 130 m³/jour ou 47 500 m³/an. Le second, fait d'un tube de 60 mm en acier, a un débit très faible.

Le périmètre de protection immédiat a été clôturé en 2010.

3) Conclusions : une ressource en eau potable communale abondante

Tableau n° 1 : Capacité globale en eau potable des ressources communales à partir des installations existantes

SOURCE	Débit moyen possible l/s	Débit moyen possible m ³ /h	Débit moyen possible l/jour	Débit maxi m ³ /jour	Débit maxi l/j
Marais	36	130	3 120 000	4 000	4 000 000
Combes	2	7,20	172 800	173	173 000

Possibilité de production des installations en l/jour : 3 292 800 l/jour alors que l'autorisation préfectorale est de 4 259 200 l/jour.

L'indice global de protection de la ressource en eau est de 80%.

I.2) Les sources d'eau privées

Une source privée alimente le Hameau de la Tonnaz dans sa totalité (environ 10 maisons soit 30 personnes). Le Hameau de Belvarde est aussi alimenté par des sources privées (environ 4 maisons soit 10 personnes). De plus, de nombreux chalets sont alimentés par des sources privées. Ainsi de nombreux foyers ne sont pas alimentés par le réseau d'eau publique. La ressource en eau est abondante, de qualité et les installations techniques ne permettent même pas d'atteindre les maximums de pompage autorisés sans compter les nombreuses possibilités d'alimentation en eau individuelle.

I.3) Fonctionnement global du réseau

1) Le stockage- réserves incendies

La Commune de Praz-sur-Arly dispose de trois réservoirs :

- Le réservoir des Varins (altitude 1 080 m) d'une capacité de 500 m³ dont 200 m³ de réserve incendie.
- Le réservoir de la Côte (altitude 1 080 m) d'une capacité de 200 m³ dont 100 m³ de réserve incendie
- Le réservoir des Grabilles (altitude 1 180 m) mis en service en 1994, d'une capacité de 300 m³ dont 120 m³ de réserve incendie. Le réservoir des Grabilles est alimenté à partir du réseau des Varins par une station intermédiaire (pompage par refoulement du Marais).

Les réserves incendies sont suffisantes, sachant qu'il faut aux secours incendie une réserve de 2 fois 60 m3, soit 120 m3.

2) Fonctionnement

En service normal, deux unités de distribution peuvent être distinguées :

1. Haut Service Rive Droite

Ce secteur situé entre le captage de la source des Combes et l'arrivée au réservoir de la Côte a une importance très limitée. Il alimente en direct une dizaine d'abonnés seulement dans le secteur de Réon.

2. Secteur du Centre ville

Il est alimenté par les réservoirs de la Côte et des Varins. Ce dernier fonctionne en réservoir d'équilibre et doit assurer une pression constante à tous les secteurs de la rive gauche. On distingue 2 modes de fonctionnements : en basse saison (printemps et automne), la ressource utilisée est principalement celle du captage des Combes ; en saison touristique (hiver et été), le captage du Marais est beaucoup plus sollicité.

Depuis 1994, une troisième unité de distribution a été mise en service afin de desservir les zones constructibles situées sur la rive gauche de l'Arly (lieux-dits « les Nards, le Marat, les Grabilles ») à une altitude trop importante pour pouvoir être alimentées gravitairement. Une station de pompage de reprise au lieu-dit « le Marat » permet de refouler à partir du réservoir des Varins jusqu'au réservoir 300 m3 des Grabilles.

1.4) Etat général du réseau

Le réseau de Praz-sur-Arly a été considérablement amélioré ces dernières années. Le réseau structurant en canalisations de diamètres 200, 150, 125 et 100 représente 18,2 km et assure une distribution et une défense incendie correcte. Le taux de renouvellement des conduites sur 5 ans est de 1,7 % (1.5 km de réseaux renouvelés) ce qui permet d'atteindre un âge moyen des conduites de 25 ans. Le réseau est relativement récent et possède un rendement de réseau moyen de 79,5% sur les 5 dernières années.

Sur certains secteurs de la commune, les critères de défense incendie (60 m3/heure pendant deux heures sous une pression résiduelle de 1 bar) ne sont pas totalement respectés.

En effet quelques habitations sont alimentées par la source des Combes en direct. Or, le débit de la source est trop faible pour permettre à une borne incendie d'être mise en place (60 m3/heure). Le réservoir de la Côte, situé en aval de ces habitations, ne fait donc pas office de réserve incendie. Une solution pourra être trouvée à terme en mettant en place un nouveau réservoir probablement dans le secteur des Granges. Ce réservoir aura donc un effet tampon, et évitera la desserte des Abonnés directement sur la colonne principale, évitant ainsi les risques de pénurie et l'insuffisance de pression.

De même, les conduites de certains secteurs (Meuret, cimetière) doivent être redimensionnées car un diamètre de 60mm ne permet pas d'atteindre le débit de Défense Incendie en haute saison.

1.5) Conclusions

La ressource : Elle est globalement suffisante. Les hameaux qui ne sont pas alimentés ont leurs propres ressources collectives (la Tonnaz) ou individuelles (les Grabilles). Il n'est pas envisagé pour l'instant une extension du réseau de ces secteurs. On devra obligatoirement sécuriser le secteur de Réon. Cela fait donc sur l'ensemble des deux sources du Marais et des Combes une capacité globale de 3 292 800

litres/jour avec une autorisation préfectorale de 4 259 200 litres/jour, distribuée par un réseau assez récent, renforcée par un bon système de réservoirs, permettant une protection incendie de bonne qualité.

A noter qu'une étude de l'aquifère du Haut Arly a été menée en 2008/2009 afin de déterminer le fonctionnement de la nappe qui alimente le pompage du Marais. Cette étude a permis de mettre au jour les caractéristiques ainsi que le potentiel de cette ressource.

En période de basses eaux :

- volume estimé de la réserve : 3 768 600 m³ ;
- flux moyen transitant dans l'aquifère : **8 700 m³ / jour** ;

Les essais de pompage en continu réalisés sur 9 jours (60m³/h soit 13 020 m³ pompés au total) ont montré que le rabattement de la nappe en conditions extrêmes de pompage est très faible (1m au niveau du puits). L'extrapolation faite au niveau de cette étude montre qu'un éventuel pompage en continu à 180m³/h pendant 200 jours ne génère qu'un rabattement de nappe de 2,5m, parfaitement compatible avec l'installation en place.

Le réseau : Il est quant à lui dans un état globalement satisfaisant. Quelques secteurs, notamment celui de Meuret, le long de la route nationale (soit la partie la plus ancienne du réseau) seront vraisemblablement à refaire d'ici quelques temps. Sur la partie du centre-ville, la commune a réalisé ces dernières années de gros travaux de renouvellement/redimensionnement de canalisation. Cet effort devra être prolongé sur le secteur de Meuret.

Le fonctionnement du réseau ne permet pas d'obtenir pour l'instant une exploitation optimale de la source des Combes. Le pompage du Marais est encore beaucoup sollicité sur des périodes où le débit de la source des Combes suffirait. Le redimensionnement du réseau principal (au niveau de la RD1212) permettra de mieux bénéficier de cette ressource gratuite sur le secteur du Chef-Lieu.

II) PERSPECTIVES GENERALES DES BESOINS EN EAU POTABLE

II.1 - La population à alimenter en eau potable communale

1) Population en résidence principale

Tableau n° 1 : Evolution de la population résidente de 1999 à 2030

Date du Recensement	Nombre d'administrés	Nombre d'habitants supplémentaires par recensement	% d'augmentation de la population d'un recensement à l'autre
1999	1083		
2009	1353	+270	+ 24,9%
2014	1283	-70	- 5,1 %
Prévision 2020	1400	+117	+9,12 %
Prévision 2030 Valeur basse	1550	+150	+10,71 %
Prévision 2030 Valeur moyenne	1600	+200	+14,29 %
Prévision 2030 Valeur haute	1650	+250	+17,86 %

Le graphe ci-dessus présente l'ajustement des valeurs des recensements relatifs à la population résidentielle des années 1999, 2009 et 2014 suivant une loi de type exponentielle permettant une approche statistique prospective de l'évolution de la population entre 2 020 et 2 030.

Il à noter qu'en raison de l'attrait touristique du village, une affluence de touristes augmente la consommation d'eau de manière significative 5 mois par an.

Depuis 1995, il y a eu 33 Permis de Construire délivrés concernant 681 logements collectifs, principalement à vocation touristique (plaine des Belles...).

Toutefois, cette augmentation sera freinée tant au niveau résidentiel que secondaire car les terrains constructibles se raréfient. La Municipalité a la volonté de privilégier les Résidences de Tourisme (2 000 lits supplémentaires prévus) et de s'en tenir à cet objectif.

2) Une population qui varie en fonction de la saison touristique

La population varie entre 1 306 et 5 100 habitants durant l'année avec trois mois particulièrement fréquentés. :

Janvier (2 930), Février (5 100), Mars (4 370), Juillet (3 107), Août (3 561)

Au terme d'une étude de lits touristiques sur 2014/2015, le nombre de lits touristiques est estimé à 8 800 lits. La commune doit donc en théorie prévoir l'alimentation pour 10 000 personnes même si aujourd'hui, on constate une population qui quadruple seulement durant le mois de février, pic de fréquentation de la Station (5 100).

Les orientations prises par la municipalité dans le cadre du PLU, en cours de révision, laisse prévoir une augmentation de 2000 lits jusqu'en 2020.

II.2 - Les volumes consommés actuellement

Tableau n° 2 : Volumes globaux consommés par an depuis 2010

(Source : relevés compteur production eau potable, factures abonnés, facture neige de culture)

Année	production eau potable (en m3)	Facture d'eau potable des ménages (en m³)	Volume consommé par les canons à neige (en m³)
2010	191 594	118 971	15 320
2011	218 202	112 847	18 972
2012	176 604	113 345	13 015
2013	176 983	117 464	23 089
2014	162 892	117 599	15 056
2015	174 150	112 660	20 754
2016	194 756	120 888	25 438

Perspectives de consommation des canons à neige : constante de 20 000 m³/an. En effet, la consommation annuelle moyenne pour les canons à neige est de 20 000 m³/an sur la période hivernale, bien entendu, qui représente une moyenne de 100 jours. La neige de culture est pour l'instant produite exclusivement à partir du réseau d'eau communale. Avec le projet de création d'une retenue collinaire dans le Plan de Cassioz, les prélèvements pour production de neige de culture ne seront plus faits sur le réseau d'eau potable mais directement dans la nappe par le forage des Varins. La consommation d'eau

pour alimenter la retenue est estimée pour les années à venir à 180 000 m³ répartis sur toute l'année (alimentation plan d'eau de baignade). La débit autorisé de pompage est de 120m³/h. Le tableau suivant présente les prévisions de fonctionnement du forage des Varins.

mois	oct	nov	déc	janv	févr	mars	avril	mai	juin	juil	août	sept	TOTAL
Prélèvement mensuel forage des Varins	-	-	47000	60000	5000	20000	8000	-	7000	15000	15000	3000	180000

En période hivernale, le débit maximum sera de 2900 m³ par jour.

Tableau n° 3 : Consommations journalières des canons à neige depuis 2010

Année	Consommation des canons à neige sur la période hivernale (en m ³)	Consommation journalière des canons à neige (en litres par jour, pour une période de 100 jours)
2010	15 320	153 200
2011	18 972	189 720
2012	13 015	130 150
2013	23 089	230 890
2014	15 056	150 560
2015	20 754	207 540
2016	25 438	254 380

Tableau n° 4 : Volumes consommés par habitant/l/jour (facturation des ménages pour 3 183 habitants en moyenne)

Année	Total de la consommation eau potable (en m ³ /an)	Total de la consommation eau potable (en litres/jour)	Volumes/habitant consommés (Moyenne de 3 183 habitants dans la Commune) (en litres/jour)
2010	118 971	325 948	102
2011	112 847	309 170	97
2012	113 345	310 534	97
2013	117 464	321 819	101
2014	117 599	322 189	101
2015	112 660	308 657	97
2016	120 888	331 200	104

Moyenne de la consommation annuelle en litres/jour de 2010 à 2016

- **Pour les canons à neige** : 188 063 litres/jour,
- **Par habitant** : 100 litres/jour, considérant une moyenne de population annuelle de 3 183 personnes (population DGF = 3442 - 259 personnes alimentées par sources privées)

La dite consommation moyenne se révèle en dessous des estimations nationales (150 l/j/habitant).

Tableau n° 5 : Consommations sur Ressource estimée de 2010 à 2016

Année	Consommation journalière moyenne de la population (l/jour)	Consommation journalière des canons à neige (pour une période de 100 jours) (l/jour)	Consommation totale de pointe journalière (l/jour)	Production d'eau potable possible (l/jour)	% de la ressource utilisée
2010	325 948	153 200	479 148	3 379 200	14,18%
2011	309 170	189 720	498 890	3 379 200	14,76%
2012	310 534	130 150	440 684	3 379 200	13,04%
2013	321 819	230 890	552 709	3 379 200	16,36%
2014	322 189	150 560	472 749	3 379 200	13,99%
2015	308 657	207 540	516 197	3 379 200	15,28%
2016	331 200	254 380	585 580	3 379 200	17,33%

Il ressort de ce tableau que la part de la ressource utilisée laisse une marge conséquente par rapport à la ressource en eau potable disponible.

II.3 - Perspectives de consommation en eau potable et de production de neige d'ici 2020 à 2030

Tableau n° 6 : Prévisions 2020 - 2030 consommation annuelle en eau pour la neige de production (sur 100 jours)

La commune de Praz-sur-Arly envisage de créer en 2020 un plan d'eau de 29 000m³ alimenté par un forage dans l'aquifère (en aval du captage du Marais) qui aurait pour vocation d'alimenter la production de neige de culture en hiver. Ce forage devra pouvoir produire 120m³/h en pointe avec un volume maximum annuel prélevé de 180 000m³). La production de neige à partir du réseau d'eau potable sera donc nulle à partir de 2020. Néanmoins, une étude est menée depuis 2014 pour évaluer l'impact de l'alimentation du plan d'eau sur l'aquifère en période d'été.

Le tableau suivant présente les prévisions de fonctionnement du forage des Varins.

mois	oct	nov	déc	janv	févr	mars	avril	mai	juin	juil	août	sept	TOTAL
Prélèvement mensuel forage des Varins	-	-	47000	60000	5000	20000	8000	-	7000	15000	15000	3000	180000

En période hivernale, le débit maximum sera de 2 000 m³ par jour.

Le débit maximal journalier pour l'alimentation du plan d'eau sera donc bien supérieur au volume maximum de consommation d'eau potable (estimé à 1 700m³ par jour en 2030).

Il conviendra donc de mettre la priorité sur l'alimentation en eau potable (coupure du pompage pour neige à partir d'un certain seuil au niveau du forage d'eau potable).

Tableau n° 7 : Prévisions 2020 – 2030 consommation annuelle en eau pour la population permanente et touristique (dans le cas d'une occupation permanente des lits touristiques)

Année	Prévision population résidente (nb habitants)	Prévision population touristique (lits touristiques)	Population totale	Consommation par personne/jour	Consommation totale (m³/an)
2020	1400	10 000	11 400	100	416 100
2030 (valeur basse)	1550	12 000	13 550	100	492 750
2030 (valeur moyenne)	1600	12 000	13 600	100	496 400
2030 (valeur haute)	1650	12 000	13 650	100	498 225

En 2030, la consommation domestique maximum sera donc de 1 360 000 litres/jour (13 600 multiplié par 100) pour des besoins calculés en période de pointe, hors canons à neige. A cela s'ajoutent les pertes dues aux fuites sur le réseau de distribution que l'on peut estimer, étant donné l'âge du réseau, à 20% du volume total pompé, soit 340m³/j (1 360 000 correspond à 80% du volume total). Donc **la consommation de pointe estimée** sera de **1 700 000 l/jour soit 1 700 m³/jour**. Il s'agit là d'une hypothèse peu réaliste sachant que la station ne sera jamais remplie dans sa totalité.

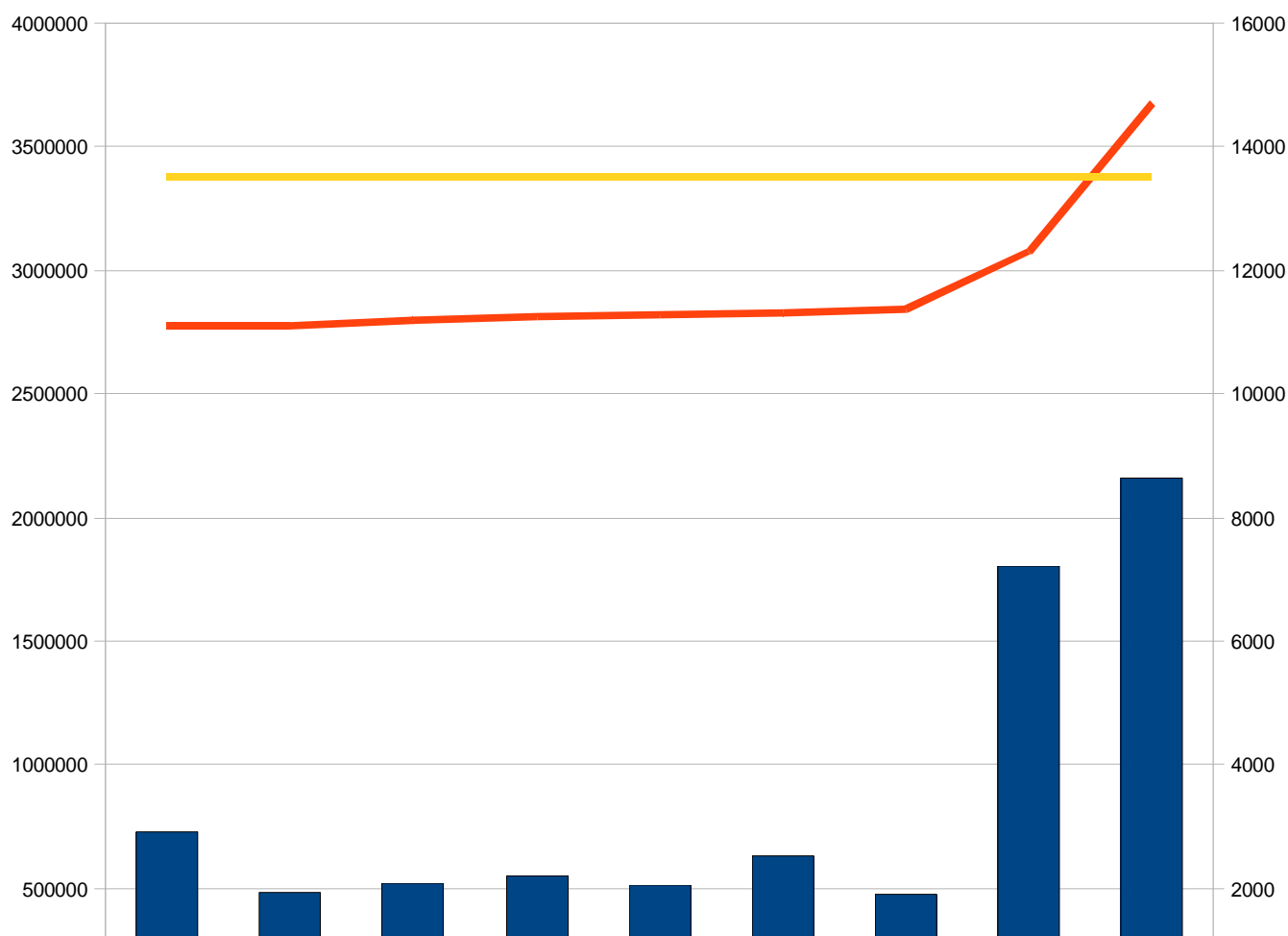
De la même manière en 2030, avec une consommation moyenne de 100 l/jour et par habitant et des rendements de réseau de 80% (conditionnés par un renouvellement des conduites les plus anciennes), la consommation domestique journalière de pointe sera de **1 700 000 l/jour soit 1 700 m³/jour**.

La capacité maximale actuelle en eau potable, compte tenu du réglage et de la capacité des pompes, est de 3 379 200 l/jour avec une autorisation préfectorale de 4 259 200 l/jour.

Tableau n°8 : Consommation sur Ressource estimée en 2020 / 2030

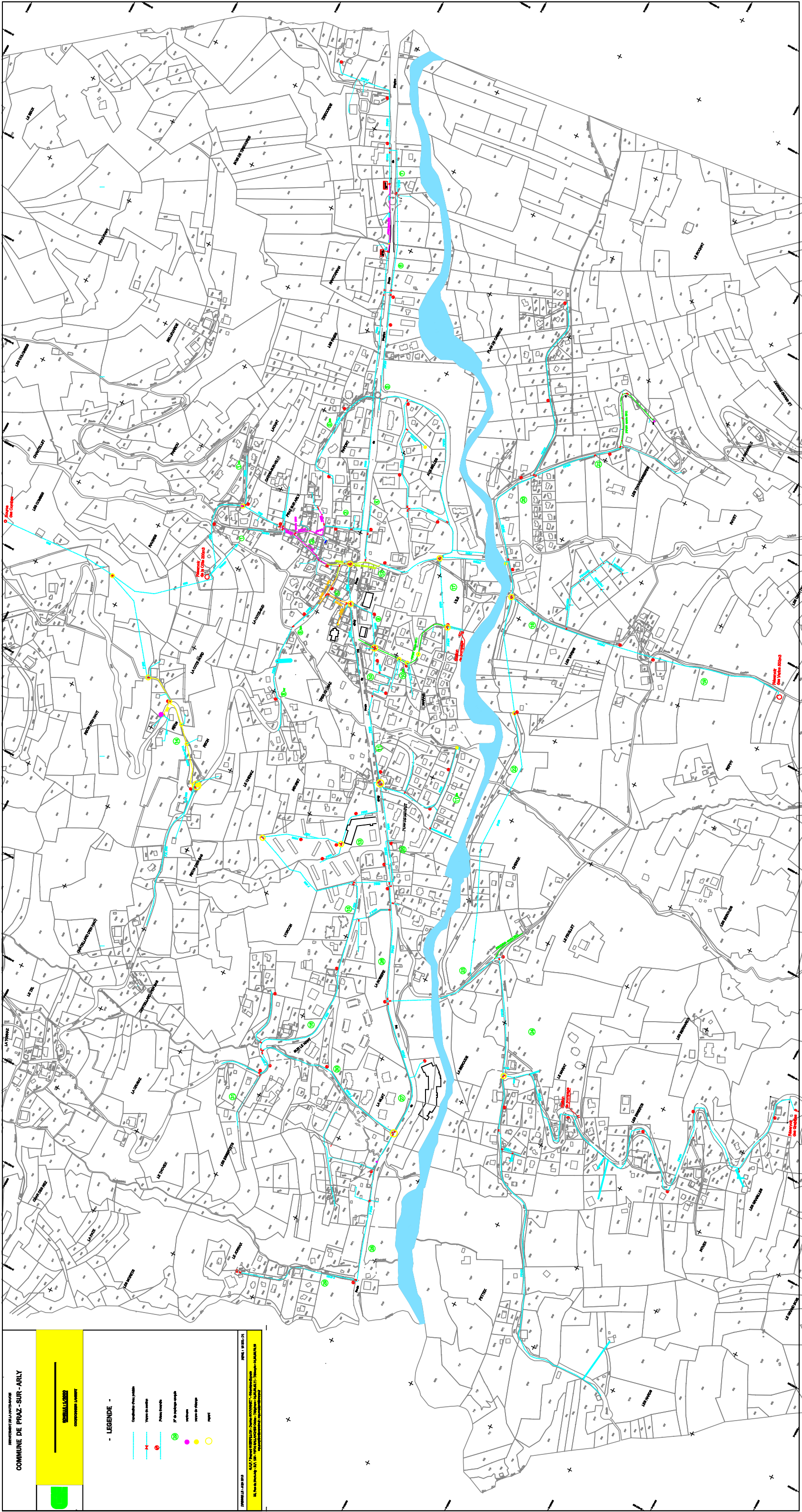
Année	Consommation maximum estimée de la population + fuites (en l/jour)	Consommation max pour les canons à neige HORS RESEAU AEP (en l/jour)	Consommation de pointe estimée sur la ressource (en l/jour)	Production eau potable possible (en l/jour)	Autorisation préfectorale (en l/jour)	% théorique de la ressource utilisée / arrêté préfectoral
2020	1 425 000	2 000 000	3 425 000	3 359 200	4 259 200	80,41 %
2030 (valeur basse)	1 693 750	2 000 000	3 693 750	3 359 200	4 259 200	86,72 %
2030 (valeur moyenne)	1 700 000	2 000 000	3 700 000	3 359 200	4 259 200	86,87 %
2030 (valeur haute)	1 706 250	2 000 000	3 706 250	3 359 200	4 259 200	87,02%

Graphique général : Évolution de la consommation en eau potable en fonction de la population
(réalisé à partir des tableaux 1, 5, 7 et 8)



La ressource en eau potable de la commune est actuellement largement suffisante et le sera toujours en 2030 avec un pourcentage de mobilisation de la ressource de 65,3% suivant la prévision la plus haute, soit dans l'hypothèse où la station de Praz-sur-Arly voit ses lits touristiques en permanence utilisés, toute l'année, avec un taux de remplissage de 100 %, ce qui est une hypothèse évidemment peu réaliste et même tout à fait improbable.

En matière de défense incendie, le réseau eau est actuellement suffisant pour répondre à la sécurité des administrés. En cas constructions importantes, une étude relative à la capacité et au dimensionnement des réseaux d'eau sera effectuée dans le cadre du permis de construire ou d'aménager afin d'en assurer la défense incendie.



COMMUNE DE PRAZ-SUR-ARLY

PROJET D'AMÉNAGEMENT DU PAYSANAGE

ÉLABORÉ PAR

COMPAGNIE L'AMÉRIQUE

- LEGENDE -

Capacité pour piétons

Vitesse de marche

Pistes cyclables

Pistes de randonnée

Voies de circulation

Voies de circulation

Voies de circulation

PROJET D'AMÉNAGEMENT DU PAYSANAGE

ÉLABORÉ PAR

COMPAGNIE L'AMÉRIQUE

PROJET D'AMÉNAGEMENT DU PAYSANAGE

ÉLABORÉ PAR

COMPAGNIE L'AMÉRIQUE



PRAZ-SUR-ARLY PLAN LOCAL D'URBANISME

5.3. DOMAINES SKIABLES

Projet arrêté
par délibération
en date du :

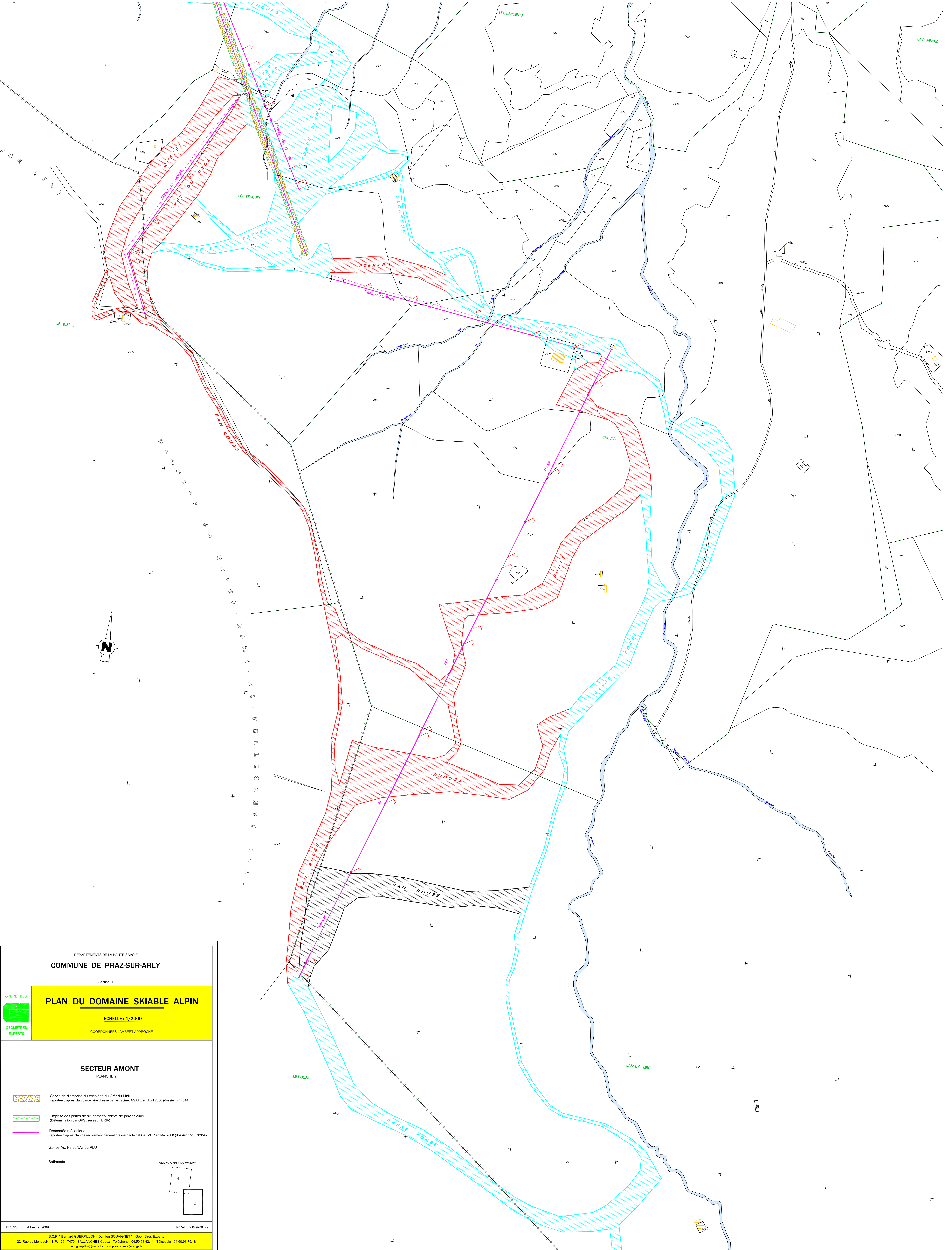
13 mars 2017

Projet approuvé
par délibération
en date du :

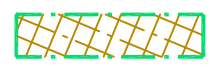
05 février 2018

Vincent BIAYS - urbaniste
101, rue d'Angleterre - 73000 CHAMBERY - Tél. : 06.800.182.51

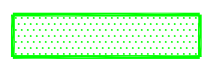




SECTEUR AVAL
PLANCHE 1



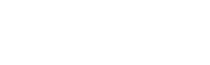
Servitude d'emprise du téléskiage du Crêt du Midi
reportée d'après plan parcellaire dressé par le cabinet AGATE en



Emprise des pistes de ski damées, relevé de janvier 2009
(Détermination par GPS : réseau TERIA)



Remontée mécanique
reportée d'après plan de récolement général dressé par le cabinet



Zones As, Ns et NAs du PLU



Réseau d'alimentation des canons à neige



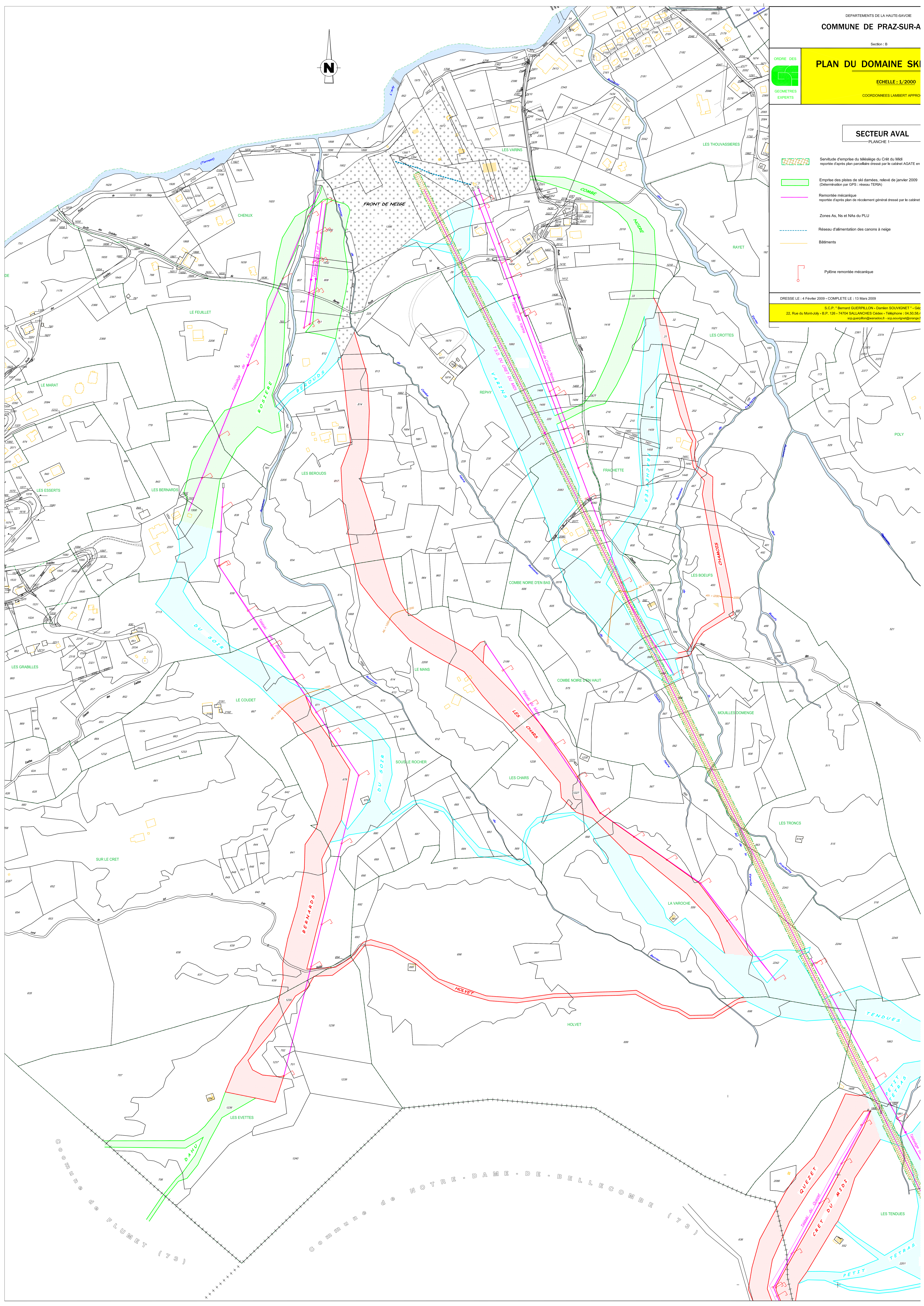
Bâtiments

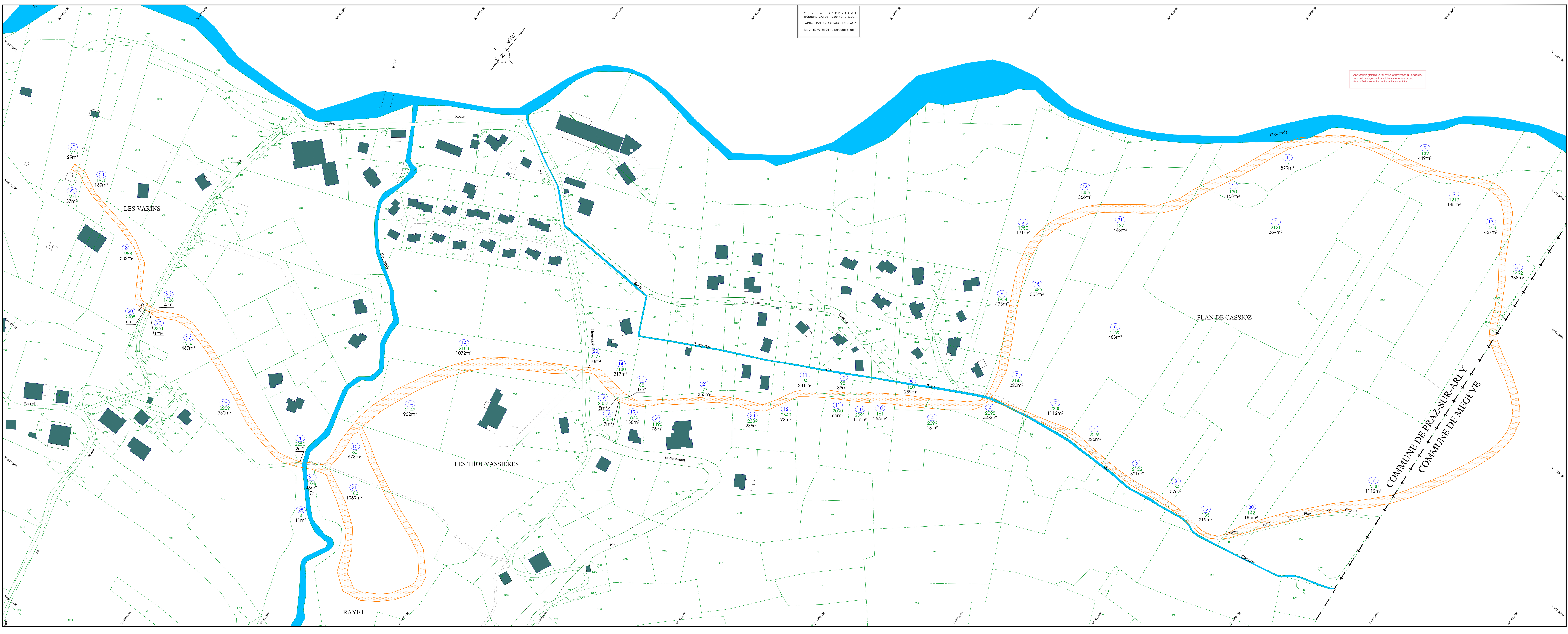


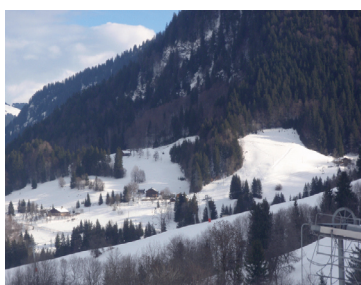
Pylône remontée mécanique

DRESSE LE : 4 Février 2009 - COMPLETE LE : 13 Mars 2009

S.G.P. : Bernard GUERPILLON - Damien SOUVIGNET - G
22, Rue du Mont-Joly - B.P. 126 - 74704 SALLANCHES Cédex - Téléphone : 04.50.58.
sgp.guerpillon@wanadoo.fr - sgp.souvignet@orange.fr







PRAZ-SUR-ARLY

PLAN LOCAL D'URBANISME

5.4. DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN

Projet arrêté
par délibération
en date du :

13 mars 2017

Projet approuvé
par délibération
en date du :

05 février 2018

Vincent BIAYS - urbaniste
101, rue d'Angleterre - 73000 CHAMBERY - Tél. : 06.800.182.51



Le droit de préemption urbain s'applique sur toutes les zones U et AU de la commune.





PRAZ-SUR-ARLY PLAN LOCAL D'URBANISME

5.5. AFU DES BELLES

Projet arrêté
par délibération
en date du :

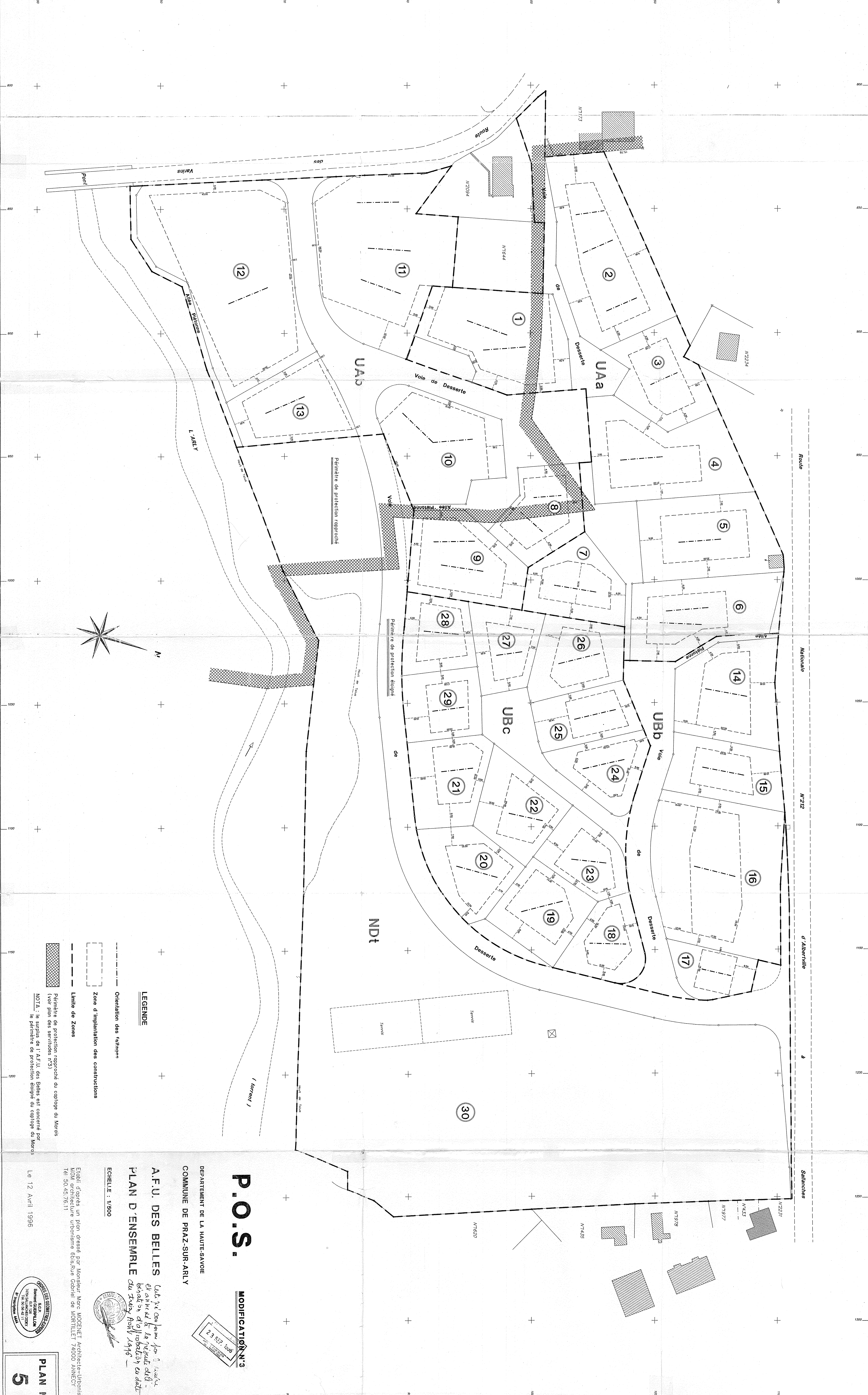
13 mars 2017

Projet approuvé
par délibération
en date du :

05 février 2018

Vincent BIAYS - urbaniste
101, rue d'Angleterre - 73000 CHAMBERY - Tél. : 06.800.182.51





LEGENDE

- Orientation des façades
- Zone d'implantation des constructions
- Limite de Zones
- Périmètre de protection rapproché du copage du Marais (voir plan des servitudes n° 2)
- NOTA : le surplus de l'A.F.U. des Baies est concerné par le périmètre de protection éloigné du copage du Marais

P.O.S.

MODIFICATION N°3

23 SEP 1996

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAOIE

COMMUNE DE PRAZ-SUR-ARLY

A.F.U. DES BELLES

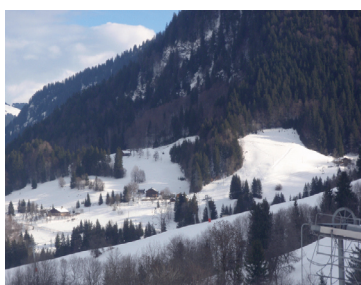
PLAN D'ENSEMBLE

Le 12 Avril 1996

Étudié d'après un plan dressé par Monsieur Marc MOGENET Architecte-Urboniste 1001 architecte urbain 6bis, Rue Gabriel de MORTILLET 74000 ANNÉCY

Tél: 50.45.76.31

PLAN N° 5



PLAN LOCAL D'URBANISME

PRAZ-SUR-ARLY

5.6. CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES TERRESTRES

Projet arrêté
par délibération
en date du :

13 mars 2017

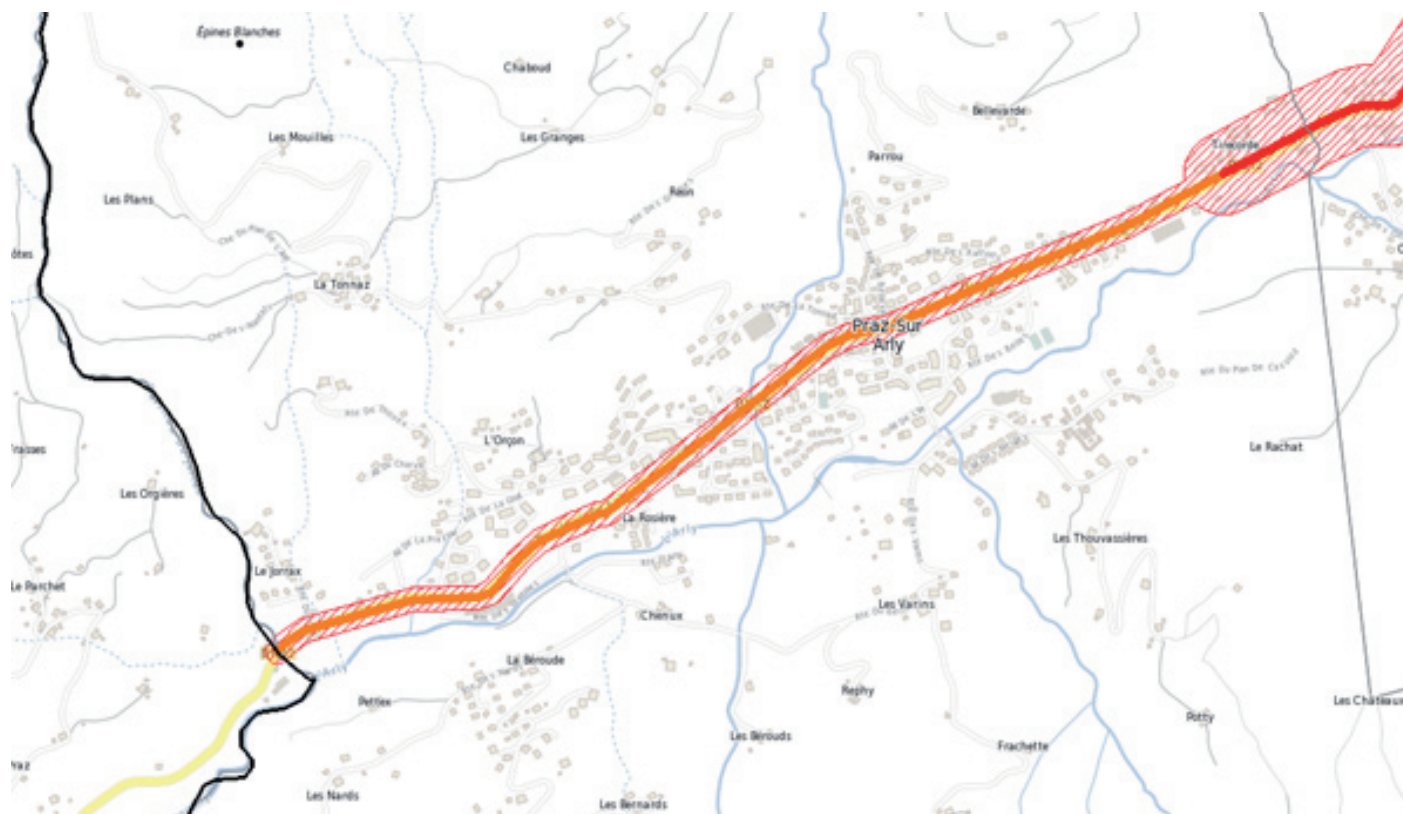
Projet approuvé
par délibération
en date du :

05 février 2018

Vincent BIAYS - urbaniste
101, rue d'Angleterre - 73000 CHAMBERY - Tél. : 06.800.182.51





Carte des secteurs affectés par le bruit, définis par l'arrêté préfectoral de classement sonore





infrastructures routières


Catégorie de l'infrastructure (route)


 catégorie 1


 catégorie 2


 catégorie 3

 catégorie 4

 catégorie 5

 non classée

 non classée

 Zone affectée par le bruit (route)



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction départementale
des territoires

Service eau environnement

Cellule milieux naturels, forêt et cadre de vie

mnfcv/sg

Annecy, le

06 MAI 2015

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Arrêté n° **DDT. 2015.0013**

portant approbation du plan de prévention du bruit dans l'environnement des grandes infrastructures de transports terrestres nationales en Haute-Savoie

VU la directive 2002/49/CE du parlement européen et du conseil de l'union européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 572-1 à L 572-11 et R 572-1 à R 572-11, transposant cette directive, et ses articles L 571-10 et R 571-32 à R 571-43 relatifs au classement des infrastructures de transports terrestres ;

VU l'arrêté ministériel du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de M. Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014140-0005 du 20 mai 2014 portant approbation des cartes de bruit stratégiques des infrastructures de transports terrestres sur le département de la Haute-Savoie ;

VU le bilan de la mise à disposition du public du projet de plan de prévention du bruit dans l'environnement qui s'est tenue du 11 février 2015 au 13 avril 2015

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 : le plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) des grandes infrastructures de transports terrestres de l'État dans le département de la Haute-Savoie est approuvé.

Article 2 : le plan de prévention du bruit est mis en ligne sur le site internet des services de l'État en Haute-Savoie à l'adresse suivante :

<http://Haute-Savoie/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques>

Il est également tenu à la disposition du public, sur support papier, au siège de la direction départementale des territoires – service eau-environnement (3 rue Paul Guiton – 74000 Annecy).

Article 3 : le présent arrêté sera transmis aux gestionnaires du réseau national concédé : AREA, ATMB et à la direction générale de la prévention des risques chargée du rapportage à l'union européenne.

Article 4 : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,

Georges-François LECLERC